

Les parcours des **ÉTUDIANTS** **CALÉDONIENS** Hors territoire **2021**

Enquête sociologique Province Nord
Décembre 2020 – Septembre 2021





EDITO DU PRÉSIDENT



PROVINCE NORD

La vie étudiante est un sujet à part entière, généralement bien documenté pour ce qui concerne le territoire national. Peu de données traitent cependant de la situation des étudiants ultramarins, encore moins des calédoniens. Le rapport POIGOUNE de 2010 reste le seul travail d'ampleur réalisé sur cette population qui porte l'avenir de notre pays.

Pour l'éclairage de nos politiques publiques et pour apporter les réponses qu'ils attendent aux étudiants faisant le choix d'un parcours d'études supérieures hors de la Nouvelle-Calédonie, il était nécessaire que nous nous emparions du sujet. La proposition de l'un de nos ex-étudiants, devenu prestataire, et les reformulations de nos services, ont donné corps à une étude sociologique inédite dont j'ai le plaisir de vous partager les principaux enseignements.

Cette brochure propose une version synthétique du rapport de 120 pages remis à la province Nord, dont les préconisations ouvrent de réelles perspectives à court terme, tout en constituant le terreau d'une réflexion en profondeur à conduire entre partenaires.

Nous y retrouvons une jeunesse engagée, pleine des valeurs transmises par ses cercles familiaux, soucieuse de revenir au pays et en demande d'une reconnaissance des efforts qu'elle a réalisés.

Je remercie tous les acteurs de la vie étudiante calédonienne, en Nouvelle-Calédonie et en métropole, qui ont donné de leur temps pour répondre aux entretiens, ont partagé leurs expériences et réflexions et nous ont aidé à diffuser à 550 jeunes du pays un questionnaire qui leur était dédié. Que ces étudiants soient également remerciés pour leur intérêt, leur implication, leur spontanéité et leur adhésion à la démarche que nous avons initiée. Cette brochure capitalise leurs contributions et en permet une large diffusion.

Agissant depuis toujours pour une meilleure prise en compte de la situation de nos étudiants, la province Nord est particulièrement heureuse de voir revenir celles et ceux qui rejoignent ses effectifs, s'insèrent dans le secteur privé ou se lancent dans l'entrepreneuriat. Cette jeunesse formée nous est indispensable pour continuer de construire et faire prospérer notre pays, de la même manière qu'elle reste le meilleur ambassadeur de la Nouvelle-Calédonie quand elle excelle sur d'autres territoires.

Je vous invite donc à découvrir la réalité vécue par nos étudiants calédoniens en métropole en 2020, à vous en faire l'écho, à vous réjouir de leurs ambitions et réussites, et à être acteurs de la résolution des difficultés qui persistent.

Monsieur Paul NEAOUTYINE
Président de la province Nord



SOMMAIRE

I. INTRODUCTION MÉTHODOLOGIQUE	5	4.4 LES STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTUDIANTS HORS TERRITOIRE	34
II. DONNÉES GÉNÉRALES, CONSTATS	8	V. LE RETOUR : DES MIGRATIONS STRUCTURÉES PAR L'EMPLOI ET LES RÔLES SOCIAUX DES ÉTUDIANTS	38
2.1 PORTRAITS DES ETUDIANTS CALEDONIENS HORS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	8	5.1 LOGIQUES PROFESSIONNELLES	39
2.2 INEGALITES SOCIALES	15	5.2 LOGIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES	43
III. SE PRÉPARER À QUITTER LE TERRITOIRE	22	5.3 LES ASPIRANTS CHERCHEURS CALÉDONIENS	46
3.1 DISPOSITIONS SCOLAIRES	22	VI. SYNTHÈSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS	48
3.2 DÉBUTER SES ETUDES EN NOUVELLE-CALÉDONIE	24	VII. ANNEXES	49
IV. LA VIE EN DEHORS DU TERRITOIRE	25	ANNEXE 1 Liste des Sigles	
4.1 LE LOGEMENT : Aide familiale et capital social	25	ANNEXE 2 Profils étudiants	
4.2 LA SANTÉ : Des difficultés dans l'accès aux soins encore im- portantes et des conséquences significatives de l'épidémie Covid-19	27	ANNEXE 3 Les étudiants calédoniens à l'étranger	
4.3 LE BUDGET : Une population économiquement très hétérogène	30		



I | INTRODUCTION METHODOLOGIQUE

La Nouvelle-Calédonie dispose de peu d'informations objectives et récentes sur la situation de ses étudiants effectuant leurs études supérieures en dehors du territoire.

La réalisation d'une étude sociologique sur leurs parcours a été validée fin 2019, sur proposition d'un de nos anciens étudiants, titulaire d'un Master2 en Sciences Humaines.



Le public ciblé par l'étude sociologique était celui des étudiants de la Nouvelle-Calédonie effectuant leurs études supérieures en métropole, en Nouvelle-Zélande, en Australie ou au Canada.

L'ambition de ce travail était :

- D'optimiser les données existantes ;
- De capitaliser sur les travaux précédemment réalisés, il y a 10 ans, « Rapport sur le statut et la condition de l'étudiant Calédonien en

Nouvelle-Calédonie et en Métropole de Monsieur POIGOUNE¹ ;

- De questionner des sujets ayant peu de lisibilité : insertion des chercheurs, projections et retours potentiels en Nouvelle-Calédonie, etc.
- De mettre au point une première base de données sur les étudiants.

Cette étude permet d'avoir une photo de la vie quotidienne des étudiants à un temps T. Ce temps T (2021) a forcément intégré l'impact du COVID.

DÉMARCHES EMPIRIQUES & MÉTHODOLOGIQUES

Une première **phase exploratoire** menée auprès de quelques étudiants, a permis de cibler les questionnements principaux et de formuler un guide d'entretien soumis au reste des enquêtés.

La phase qualitative a mené à la réalisation de plus de 40 entretiens auprès d'étudiants ou d'anciens étudiants calédoniens hors territoire. Le nombre important d'enquêtés a permis d'interroger des situations très variées : des étudiants en formation continue, en reprise d'étude, en alternance, inscrits en métropole comme à l'étranger, des doctorants et des jeunes diplômés et même quelques calédoniens en formation non rattachés à l'enseignement supérieur.

Un volet supplémentaire de l'étude a concerné les contributeurs majeurs à la vie des étudiants hors territoire. Ces organismes publics ou privés sont les interlocuteurs des étudiants et interviennent à divers moments de leurs parcours. Interroger les modalités d'action, leur expérience et connaissance de ce public, a participé à la compréhension des réalités vécues par les enquêtés. Les résultats les plus significatifs de ce volet de l'enquête ont été retenus.

La phase quantitative de l'étude a permis la constitution d'une base de données inédite. Un questionnaire test a été proposé et soumis au comité de suivi et à quelques étudiants. Ces premiers échanges ont permis l'élaboration d'une version définitive d'un formulaire de plus de 60 questions. Le questionnaire a été administré en ligne pendant un mois. Il a été diffusé simultanément via plusieurs canaux : des mails envoyés par la province Nord, la MNC, le Programme Cadre Avenir et sur la page Facebook du groupe « Étudiants calédoniens en métropole ».

Plus de 500 réponses exploitables ont été recueillies, malgré le nombre important de questions et grâce à la diffusion simultanée du questionnaire. Ce qui permet d'estimer **que plus d'un étudiant hors territoire sur dix a répondu au questionnaire**. Cette proportion de répondants donne un caractère représentatif à l'échantillon permettant une analyse fine et des résultats stables. La base de données créée par l'étude a été exploitée à l'aide du logiciel MODALISA©.

Le dispositif méthodologique a permis d'interroger les parcours des étudiants et diplômés sur la période allant du baccalauréat jusqu'à la fin de leurs études. Leurs projets professionnels ou leurs premiers pas dans la vie active ont été questionnés ainsi que leurs projets de retour ou de non-retour en Nouvelle-Calédonie.

La démarche globale était organisée autour de trois thématiques principales :

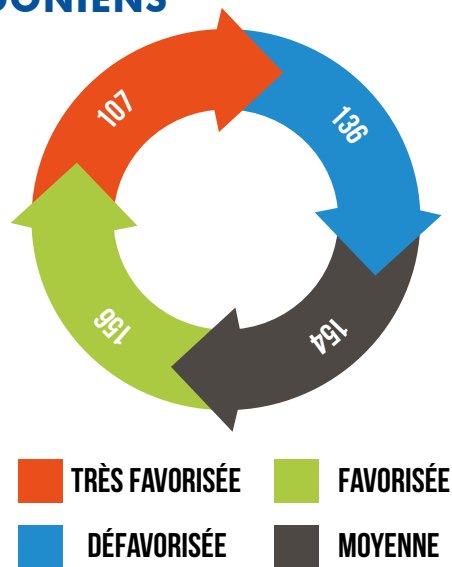
- ▮ Du baccalauréat à la préparation au départ
- ▮ Les conditions de vie étudiante
- ▮ La question du retour



LA METHODE SOCIOLOGIQUE



ORIGINE SOCIALE DES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS



L'INDICATEUR CRÉÉ : L'APPARTENANCE SOCIALE.

Un indicateur a été construit par le prestataire pour mesurer l'origine sociale des étudiants pour traiter de façon adaptée l'objet poursuivi. En effet la profession des parents, classée par profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS), est une variable insuffisante pour déduire une origine sociale. Ce nouvel indicateur permet d'analyser de façon plus approfondie les retours recueillis et correspond au croisement respectif de la PCS et de la situation professionnelle du père et de la mère. Il offre une photo ajustée et plus complète de la situation sociale du jeune.

Quatre variables ont été mobilisées pour construire l'indicateur d'appartenance sociale : la situation professionnelle du père et la situation professionnelle de la mère, la Profession et Catégorie Socioprofessionnelle (PCS) du père et celle de la mère.

Un score (ou coefficient) a été attribué à chaque modalité de réponse à ces variables. Enfin, l'étudiant n'obtient aucun point s'il ne sait pas quelle profession exercent ses parents ou s'il n'a pas répondu à la question.

Au total, les étudiants obtiennent entre 0 et 12 points

Une fois que les points sont attribués aux répondants, ils sont classés par catégories de scores. Une origine sociale a été attribuée à chaque catégorie.

Quatre classifications d'indicateur d'origines sociales ont ainsi été définies : défavorisée, moyenne, favorisée et très favorisée.

Elie POIGOUNE a fait des études supérieures de mathématiques à la Faculté des Sciences de Montpellier, il est professeur agrégé. Il a été enseignant en mathématiques au Lycée Mixte de Mahdia, en Tunisie, en tant que coopérant dans le cadre du service militaire obligatoire, puis au Lycée Lapérouse de Nouméa, de 1972 à 2009. Il a participé, avec la collaboration de l'Etat, à la création de l'association « Juvénat Lycéen », en 1991 qu'il a présidé de 1991 à 2013, et dont il est encore le président d'honneur. Il a été chargé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de mener l'étude relative au « statut et à la condition de l'étudiant calédonien » en 2010.

Elie Poigoune a été le président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie (LDH-NC) de 1998 jusqu'en 2020.



CONCEPTS & DEFINITIONS

Afin d'éclairer les travaux et les éléments recueillis et analysés, un glossaire explicitant/rappelant les concepts-clés et termes spécifiques qui auront aidé à analyser les situations et données recueillies est proposé ci-après.

MIGRATION

La migration est un concept global que l'on peut définir comme la mobilité volontaire ou forcée de populations d'un pays à un autre. Il existe de nombreuses catégories de migrants : étudiants, expatriés, réfugiés, demandeurs d'asile, travailleurs transfrontaliers ou saisonniers, etc. La migration étudiante désigne le fait de quitter sa région, son pays d'origine pour compléter sa formation initiale ou obtenir un diplôme.

DISPOSITIONS SCOLAIRES

En sociologie, une disposition est une habitude forgée par l'expérience qui permet d'anticiper et d'agir, de réagir dans un contexte précis. Une disposition scolaire désigne donc l'habitude d'agir et de réagir en anticipant les attentes des membres des institutions scolaires. Les dispositions scolaires acquises du primaire au lycée peuvent être remobilisées en études supérieures. Elles peuvent par exemple s'observer dans les méthodes de travail et la connaissance des règles des établissements.

DEVANCIERS Les devanciers désignent les aînés d'une fratrie qui ont déjà réalisé des études supérieures : ils « devancent » leurs petits frères et petites sœurs d'un point de vue scolaire. Cette avance leur permet de transmettre des informations sur les cursus d'études et le fonctionnement des établissements supérieurs aux cadets de la fratrie.

CAPITAL SOCIAL

Le sociologue Pierre Bourdieu définit le capital social comme « *L'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'interreconnaissances* ». Autrement dit, le capital social représente les intérêts que l'on peut obtenir de ses relations amicales ou familiale, ce qu'on appelle son « réseau ». Par exemple, le meilleur ami de votre père travaille au sein de l'entreprise dans laquelle vous postulez, il vous recommande auprès de l'employeur pour le poste. Cette recommandation augmente les chances d'être embauché, c'est du capital social.

SOCIALISATION

Selon Muriel Darmon la socialisation peut se définir comme « *l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit – on dira aussi « formé », « modelé », « façonné », « fabriqué », « conditionné » - par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert – « apprend », « intériorise », « incorpore », « intègre » - des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement* ».

(DARMON Muriel, « La socialisation », Armand Colin, coll. 128, 2007.)



MASSIFICATION SCOLAIRE

La massification scolaire désigne le phénomène d'augmentation des effectifs dans les lycées et d'augmentation de la durée des études produites par la réforme du baccalauréat en 1985. Celle-ci a créé le baccalauréat professionnel et fixé comme objectif l'obtention du baccalauréat pour 80% d'une classe d'âge.

Depuis, les titulaires du baccalauréat sont plus nombreux. Néanmoins, « on observe en Nouvelle-Calédonie comme en France, un déplacement des inégalités : celles-ci ne se situent plus aujourd'hui dans l'accès au baccalauréat, mais dans l'accès aux études supérieures ».

(GOROHOUNA Samuel, RIS Catherine, « Vingt-cinq ans de politiques de réduction des inégalités : quels impacts sur l'accès aux diplômes ? », Mouvements, 2017/3 (n° 91), page 96.)

²Pierre BOURDIEU né en 1930 dans le Béarn, a été reçu, en 1954, à l'agrégation de philosophie. En Algérie, de 1958 à 1960, il réalise ses premières enquêtes ethnologiques et décide de se tourner vers la sociologie. Il devient l'assistant de Raymond Aron en 1960, puis directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales en 1964. En 1981, il devient professeur titulaire de la chaire de sociologie du Collège de France. Pierre Bourdieu s'inscrit dans le courant critique de la sociologie. Il a laissé derrière lui une œuvre considérable avec notamment : La Distinction, Les Héritiers, Ce que parler veut dire, La Reproduction, Les Règles de l'art.... etc.





II | DONNÉES GÉNÉRALES, CONSTATS

2.1 PORTRAITS DES ÉTUDIANTS CALEDONIENS HORS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

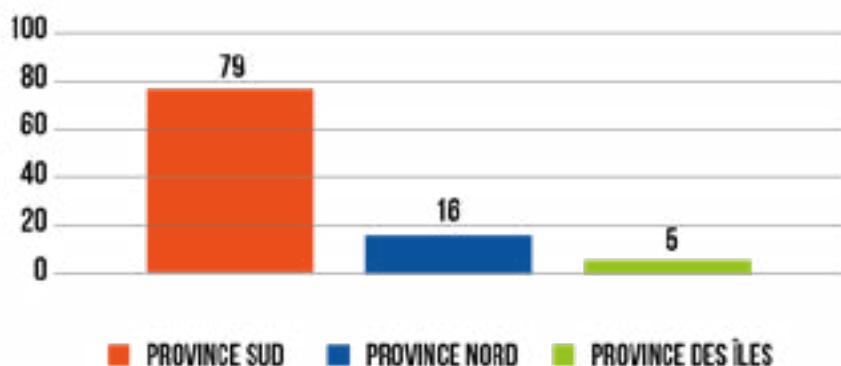
Il faut savoir que la population totale des étudiants calédoniens hors du territoire calédonien est estimée à près de 3000 individus, en croisant les données en présence issues des services des bourses provinciaux, des dispositifs spécifiques tels le « passeport mobilité » et les données du Vice-rectorat. Les données recueillies lors de cette enquête, issues de plus de 553 questionnaires validés, constituent donc un échantillon représentatif.

ORIGINES SOCIALES

La proportion globale des étudiants du Nord représente 16% de l'effectif global (86/553).

PROPORTION DES ÉTUDIANTS CALEDONIENS HORS NC PAR ORIGINE PROVINCIALE

en pourcentage

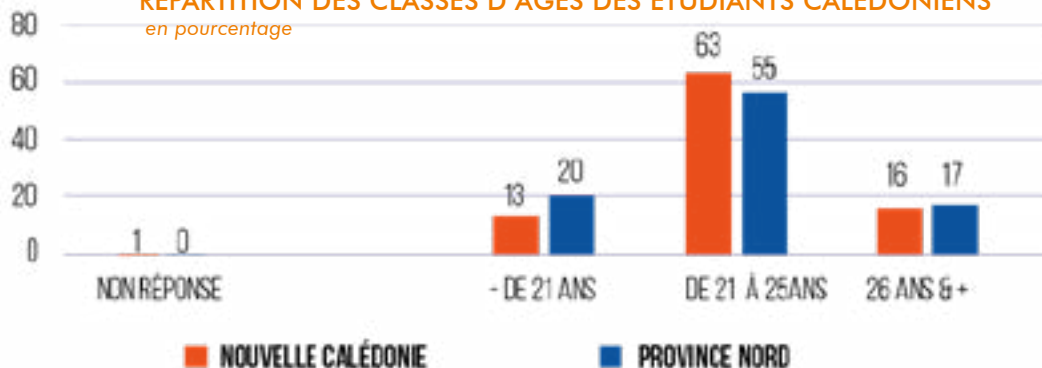


Les étudiants de moins de 21 ans seraient proportionnellement plus nombreux parmi les étudiants de la Province nord : 27,9% des étudiants du Nord ont moins de 21 ans contre 20,9% sur l'ensemble des interrogés.

Ces constats établis en 2021 doivent être vérifiés dans les années à venir afin de consolider ce résultat.

RÉPARTITION DES CLASSES D'ÂGES DES ÉTUDIANTS CALEDONIENS

en pourcentage



ORIGINES SOCIALES

ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES PARENTS NOUVELLE CALÉDONIE



Sur l'échantillon global, moins d'un étudiant sur deux est l'enfant de deux parents natifs de Nouvelle-Calédonie. Un étudiant sur quatre n'a qu'un seul parent natif du territoire. Environ un étudiant sur 3 est né de parents ayant immigré en Nouvelle-Calédonie.

Les proportions ne sont pas les mêmes en Province nord où sept répondants sur dix ont des parents natifs de Nouvelle-Calédonie.

En Province nord, la proportion d'étudiants hors territoire dont les parents ont migré en Nouvelle-Calédonie ou ceux dont un seul est natif de l'archipel sont semblables et concernent un peu plus d'un étudiant sur dix.

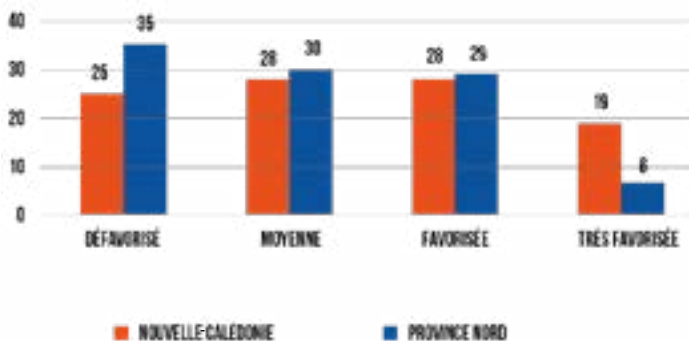


■ 0 parent natif de NC ■ 1 parent natif de NC ■ 2 parents natifs de NC

La répartition entre milieux sociaux d'origine est également différente entre tous les étudiants calédoniens interrogés et ceux de Province nord. Quelques tendances sont déductibles. Les étudiants de la Province nord auraient notamment des origines plus populaires que la population d'enquêtés dans son ensemble.

MILIEU SOCIAL D'ORIGINE DES ÉTUDIANTS

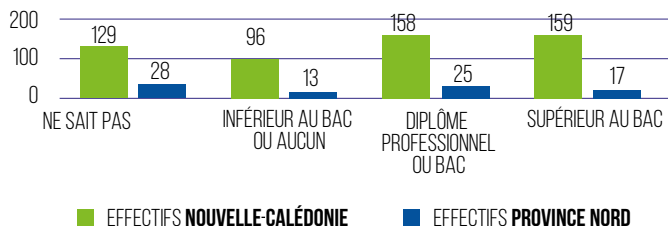
en pourcentage



Il y a environ 10% de plus de répondants issus de milieux défavorisés. De la même manière, les étudiants issus de milieux très favorisés ne sont que cinq en Province nord (5% des interrogés du Nord), alors qu'ils sont une centaine sur l'ensemble des interrogés (19,3% de l'échantillon total).

REPRÉSENTATION NIVEAU DE DIPLÔME DU PÈRE

Effectifs



La différente répartition des origines sociales entre les étudiants de la Province nord et les autres étudiants hors territoire s'observe également selon les niveaux d'études des parents, leurs situations professionnelles et dans la répartition des Professions et Catégories Socio-professionnelles (PCS).

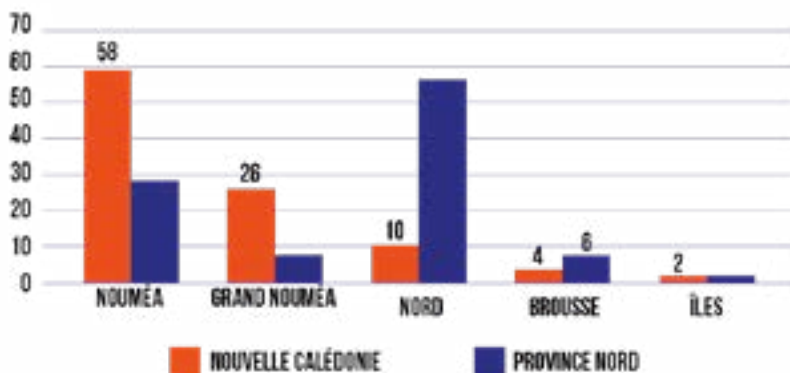
En effet chez les étudiants de la Province nord, la proportion des pères ayant atteint un niveau d'études supérieures au bac est plus faible de 10%. tion des pères ayant atteint un niveau d'étude supérieure au bac est plus faible de 10%.



La majorité des étudiants originaires de la Province Nord a été scolarisée dans les lycées Michel Rocard de Pouembout et Antoine Kéla de Poindimié (environ 53%). Une part importante des étudiants du Nord, environ 37%, l'a été dans les lycées en Province sud.



LOCALISATION DES LYCÉES FRÉQUENTÉS SELON L'ORIGINE DES ÉTUDIANTS en pourcentage



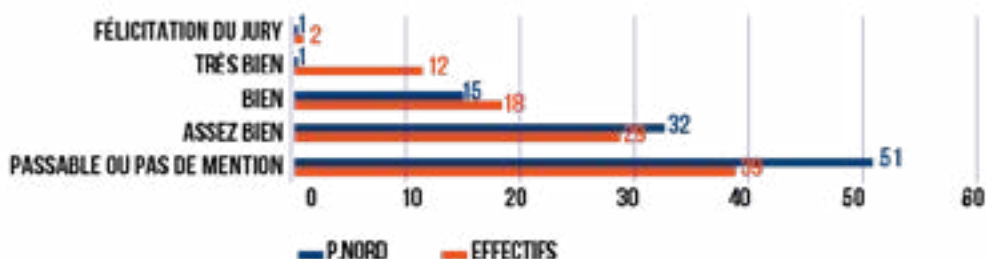
TYPLOGIE DE BACCALAURÉAT AU DÉPART EN MÉTROPOLE

	Ensemble NC%	Etudiants Province Nord %
Bac général	68.7	61.7
Bac technique	22.2	18.7*
Bac professionnel	9.1	19.6
TOTAL	100	100

Avant leur départ du territoire, il y a 5 points d'écart entre les étudiants du Nord et les autres tant au niveau du bac général scientifique, que du bac technique. La proportion de jeunes titulaires d'un bac professionnel est doublée.

*Il y a proportionnellement 4 fois plus de jeunes en formation Agricole ou Environnementale. Cela peut s'expliquer par le caractère rural de la Province nord ainsi que par l'offre d'enseignement agricole du lycée Michel Rocard et de la ruralité de la province.

REPRÉSENTATION DU TAUX DE MENTIONS AU BACCALAURÉAT



Un étudiant sur deux de la Province nord n'a pas eu de mention au diplôme du secondaire contre 39,3% sur l'ensemble de l'échantillon. En Province nord, on compte 10 fois moins de titulaires d'un diplôme du secondaire avec mention très bien.



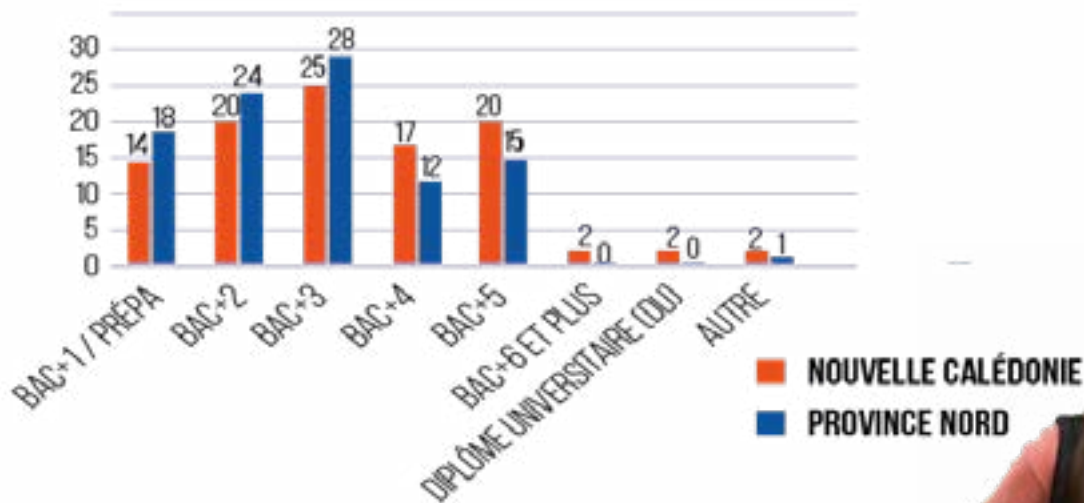


ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les domaines de formations sont également différents entre les étudiants originaires de la Province nord et l'ensemble des interrogés. **Les étudiants du Nord sont surreprésentés dans les domaines de formations les moins valorisés sur le marché du travail** : les sciences humaines et sociales, l'enseignement et les STAPS. Ils sont sous-représentés dans l'ensemble des autres domaines de formation. Enfin concernant l'engagement associatif, les étudiants du Nord sont moins engagés excepté dans les associations sportives.

Concernant les niveaux d'études auxquels les étudiants hors territoire étaient inscrits en 2020- 2021 : les étudiants du Nord étaient proportionnellement plus nombreux aux niveaux Bac+1 et Bac+2.

NIVEAU D'ETUDES DES RÉPONDANTS EN 2020/2011

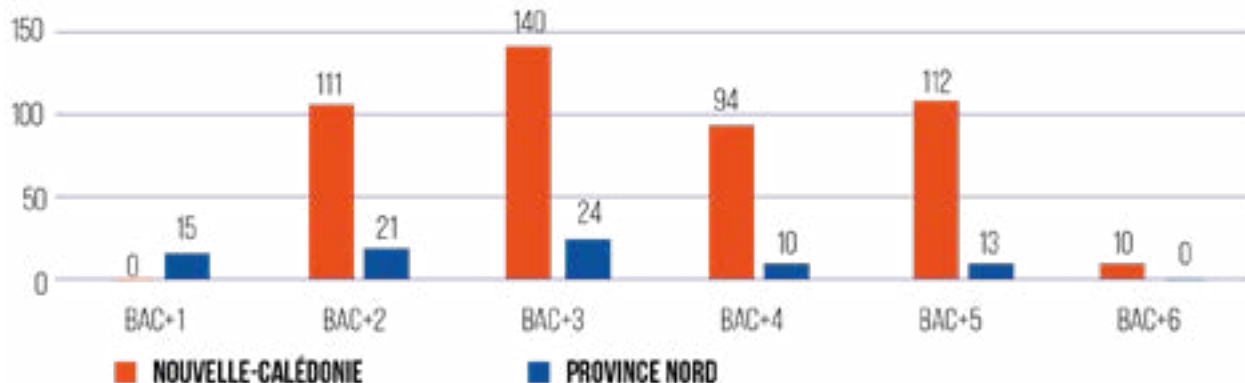


Le niveau d'étude poursuivi en Enseignement Supérieur en métropole peut être le reflet des baccalauréats obtenus :

- Pour les jeunes de la Province nord, une forte proportion de baccalauréats professionnels vers des projets professionnalisants en BTS ou DUT qui n'existent pas en NC.
- Pour l'ensemble calédonien, une présence de bac généraux plus importante qui aboutit à une proportion en parcours d'études longues plus importante.
- Les pages suivantes montreront le lien potentiel entre l'origine sociale et le type de baccalauréat obtenu et le type de diplôme poursuivi.



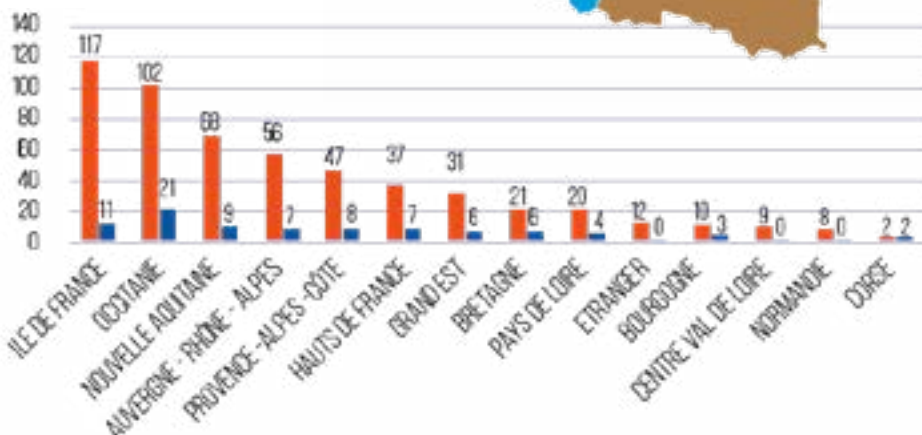
EFFECTIFS PAR NIVEAU DE DIPLÔME



En 2021 les jeunes calédoniens sont principalement inscrits en année de fin de cycle (Licence et Master 2)



Concernant la région d'étude en métropole, les étudiants du Nord sont proportionnellement moins nombreux en Île-de-France (13,1% contre 21,7% sur l'ensemble) et proportionnellement plus nombreux en Province : Occitanie, Côte d'Azur, Hauts-de-France, Grand Est et Bretagne.



■ PROVINCE NORD
■ NC

En 2021 l'étudiant calédonien hors Nouvelle-Calédonie est majoritairement

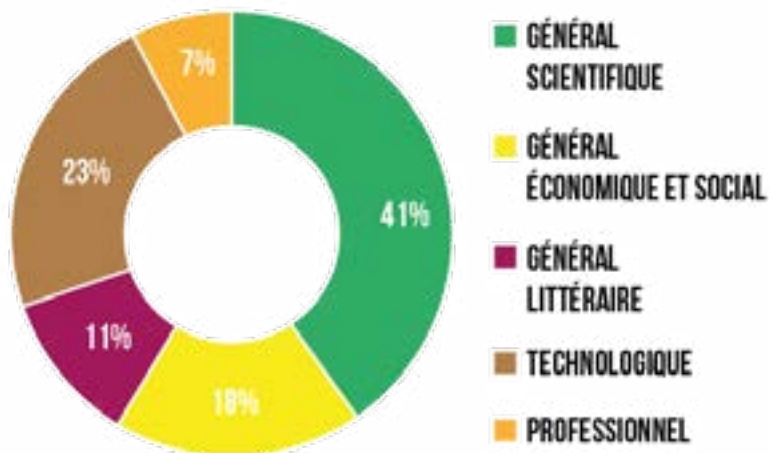
- Une femme à 70%
- Jeune, voire très jeune (55 % ont 22 ans maximum)
- Issu de la Province sud (80%)
- 50 % ont un des deux parents calédoniens
- Essentiellement inscrit en études générales longues
- En année diplômante de cursus licence ou Master

L'étudiant de la Province nord se distingue sur certains points :

- Proportionnellement plus jeune (27,9% ont moins de 21 ans)
- Dont les 2 parents sont majoritairement natifs du territoire (70%)
- Issu d'un milieu social moins favorisé et de parents moins diplômés
- Sans mention au Bac pour environ 50%
- Poursuivant des études généralement plus courtes, dans des domaines moins en tension sur le marché du travail, et majoritairement en dehors de l'Île-de-France



2.2 INEGALITES SOCIALES

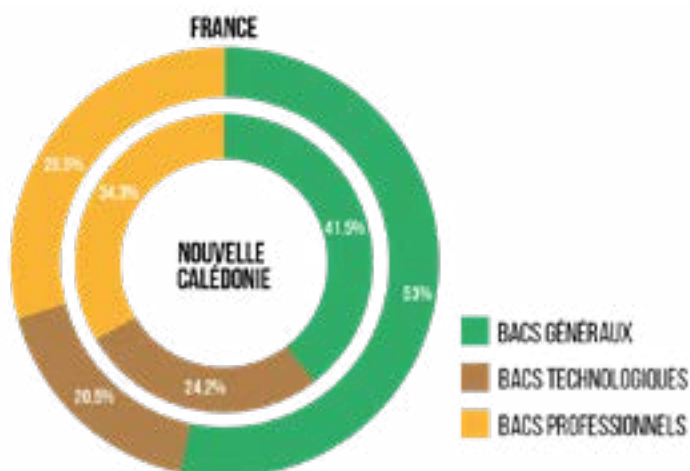


Les étudiants calédoniens hors territoire sont titulaires à **70% d'un baccalauréat général, dont 41% de série scientifique.**

Ce constat permet d'établir l'importance du type de baccalauréat dans l'accès à l'enseignement supérieur hors territoire. Les filières générales, en particulier la série scientifique, facilitent une admission pour des études en dehors de la Nouvelle-Calédonie.

Les titulaires d'un baccalauréat général sont surreprésentés parmi les étudiants calédoniens en métropole. Ils sont presque 2 fois plus nombreux que pour une génération de bacheliers calédoniens (41%).

PART DES BACHELIERS 2018 PAR TYPE DE BACCAL AURÉAT EN MÉTROPOLE ET EN NOUVELLE-CALÉDONIE



Source : STRATOM Diagnostic territorial Nouvelle Calédonie 2020. Lecture : Parmi les candidats reçus au baccalauréat en 2018, 34,4% ont obtenu un baccalauréat professionnel en Nouvelle Calédonie contre 26,5% à l'échelle nationale.

L'ORIGINE SOCIALE INFLUENCE LE TYPE DE BACCAL AURÉAT OBTENU.

Chez les étudiants calédoniens hors territoire, le baccalauréat est un moyen d'entrée dans le supérieur inégalement réparti selon l'appartenance sociale des individus. Cette inégalité sociale se prolonge dans le supérieur puisque le niveau d'études souhaité par les étudiants se différencie selon le type de baccalauréat obtenu.

La répartition des types de baccalauréats chez les étudiants calédoniens hors territoire est fortement liée à l'origine sociale des enquêtés. **En effet, 27% des interrogés d'origine sociale défavorisée sont titulaires d'un baccalauréat général scientifique contre 62% des répondants aux origines sociales très favorisées.**

Répartition des types de baccalauréats selon l'origine sociale des étudiants calédoniens hors territoire.

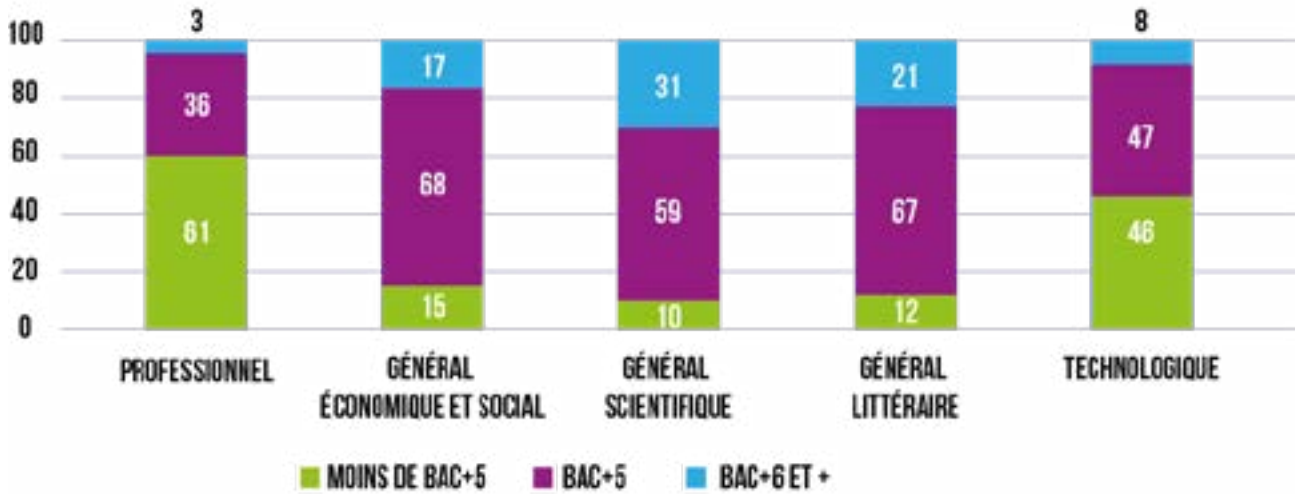
$\chi^2=61,6$ ddl=12 $p=0,001$ (Très significatif)





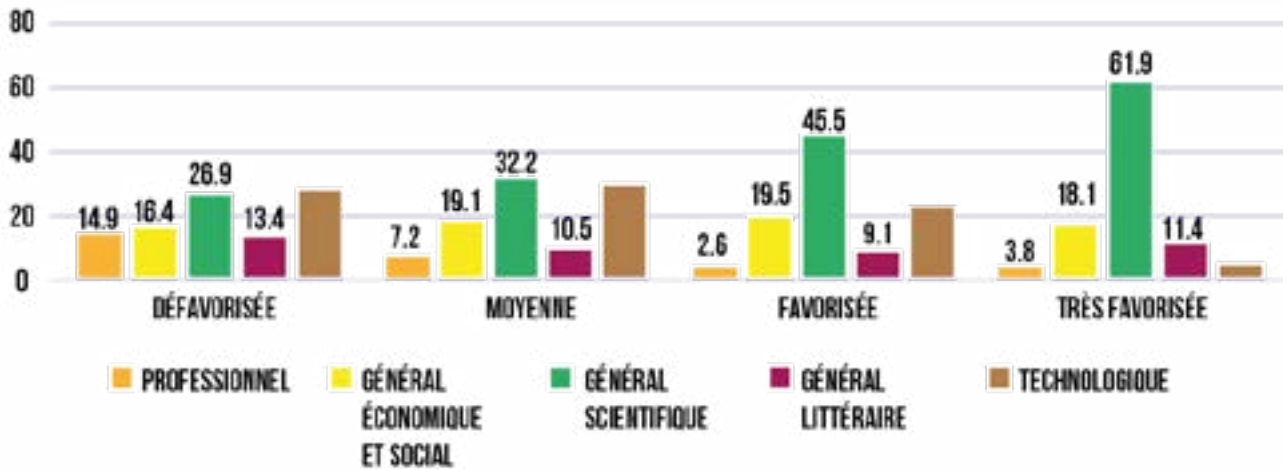
Richy

NIVEAU D'ÉTUDE SOUHAITÉ SELON LE TYPE DE BACCALAURÉAT



La majorité des titulaires d'un baccalauréat professionnel ou technologique aspire à atteindre un niveau de diplôme Bac+3 alors que les autres étudiants, titulaires d'un baccalauréat général, souhaitent pour la plupart atteindre le niveau Bac+5

FILIÈRE DU BAC ET ORIGINE SOCIALE en pourcentage

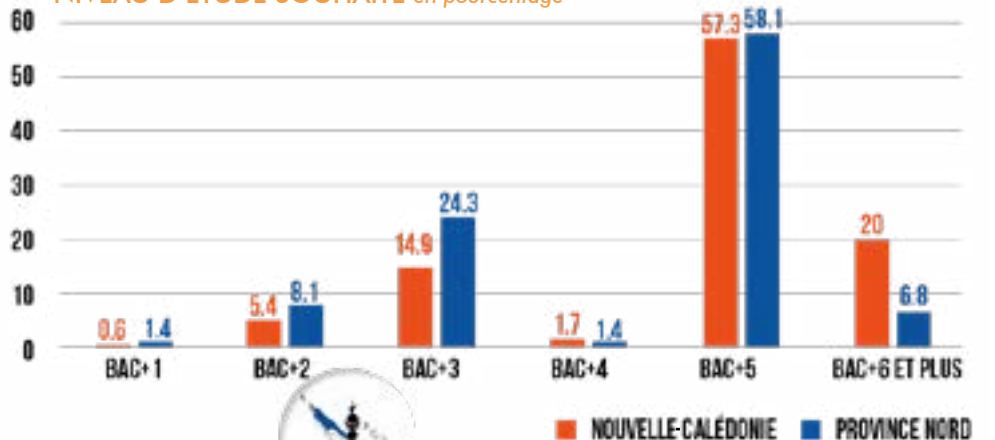


On constate qu'une origine sociale défavorisée réduit les chances d'obtenir un baccalauréat général, ce qui se répercute sur les choix d'orientation et la durée des études. Seuls cinq étudiants originaires de la Province nord ont déclaré vouloir atteindre un niveau d'études supérieur à Bac+5, soit 6,8% de cette sous-population contre 20% de l'ensemble de l'échantillon.

Les étudiants du Nord aspirent proportionnellement à des niveaux d'études moins élevés :

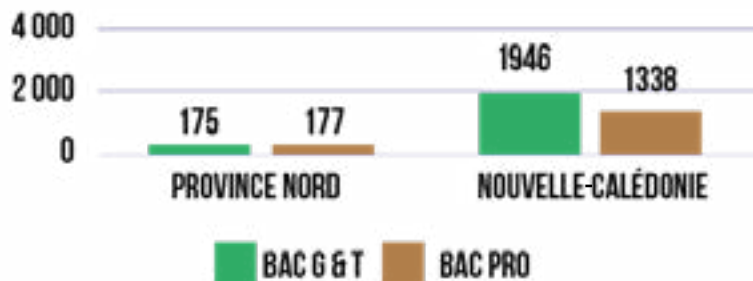
24,3% d'entre eux souhaitent atteindre le niveau d'études Bac+3 contre 14,9% des interrogés.

NIVEAU D'ÉTUDE SOUHAITÉ en pourcentage



TYPE DE BAC GÉNÉRATION 45 À 49 ANS

(Sources ISEE NC Recensement 2019-effectifs)

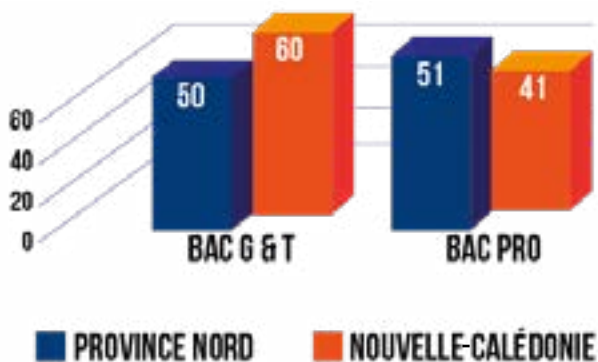


La génération des parents de la Province nord s'est déjà inscrite sur des filières techniques ou professionnelles à plus de 50% par rapport à l'ensemble des parents de la NC titulaires d'un bac général ou technique à près de 60%.

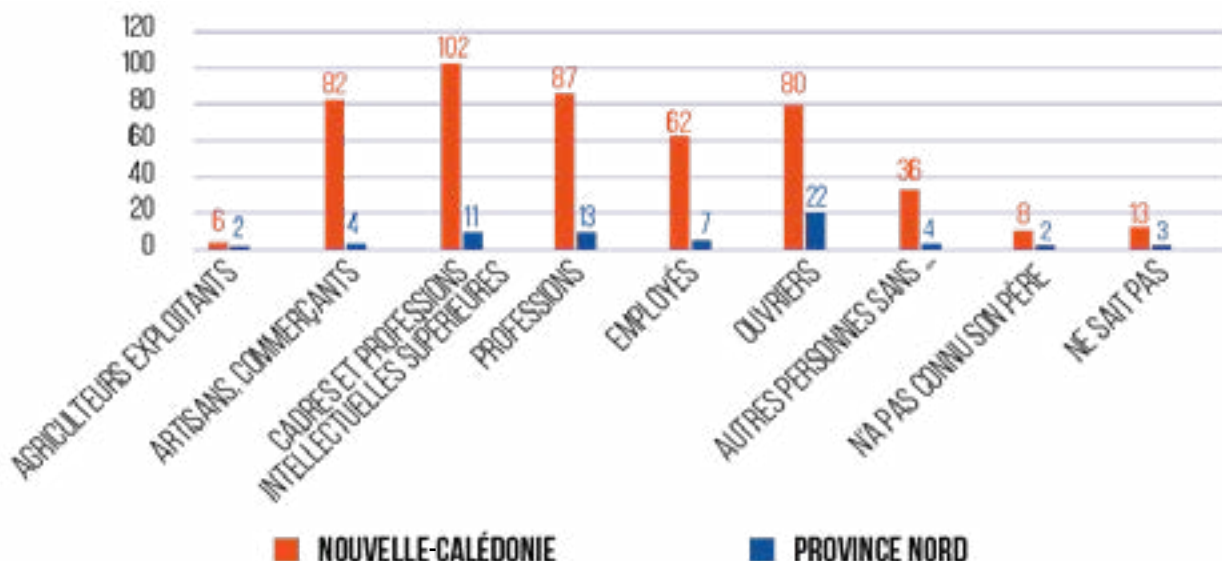
PROPORTION DES TITULAIRES DE BAC GÉNÉRAL ET TECHNIQUE

BAC PRO CLASSE D'ÂGE 45 À 49 ANS *En pourcentage*

L'orientation des parents semble influencer sur celle des enfants, en complément des critères fondés sur la proximité des pôles d'enseignement et d'orientation, vers des études longues induisant le choix d'un bac général.

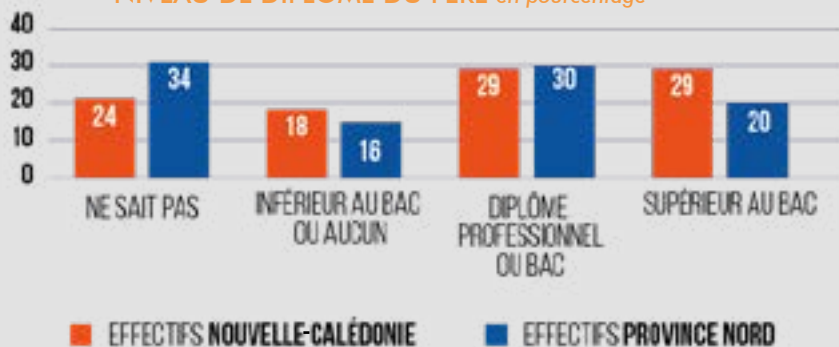


CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES PÈRES *Effectifs*

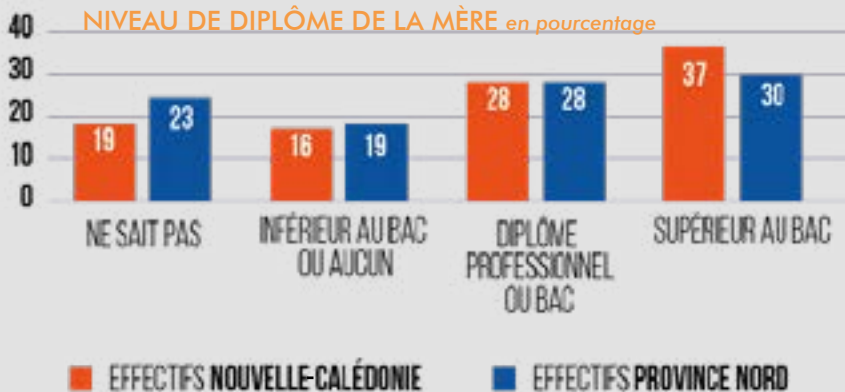


Le clivage entre milieux sociaux se traduit également pendant la transition du secondaire au supérieur, au moment de l'orientation. Avoir des parents et/ ou des frères et sœurs diplômés du supérieur facilite cette transition : ces derniers connaissent les cursus d'études, leurs débouchés et ont parfois une expérience de la migration.

NIVEAU DE DIPLÔME DU PÈRE en pourcentage



NIVEAU DE DIPLÔME DE LA MÈRE en pourcentage



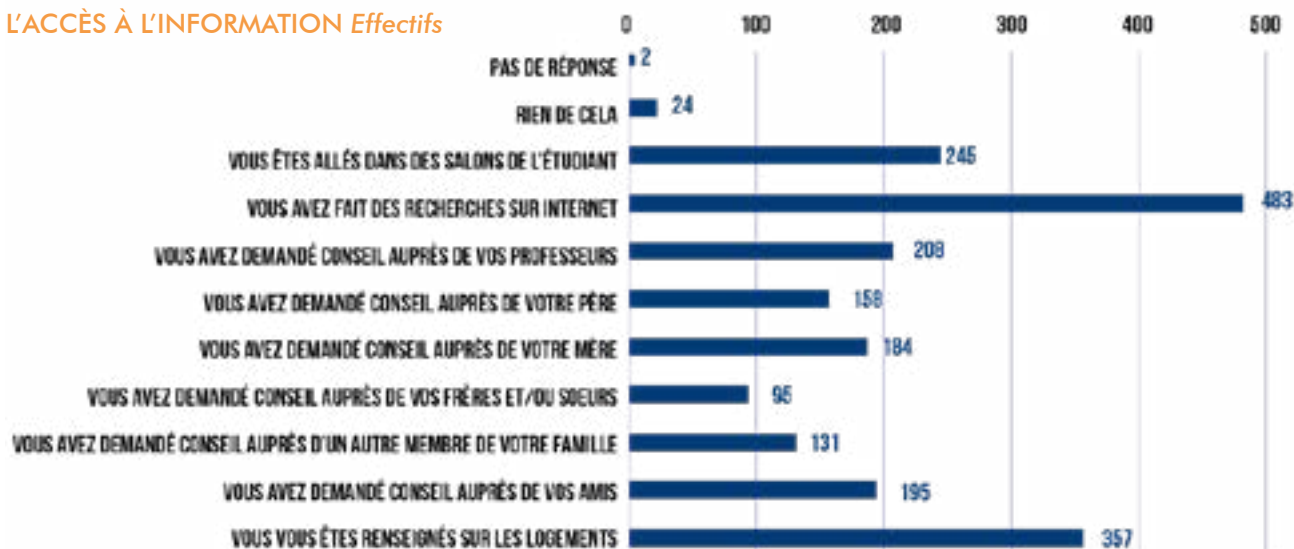
Il est clair que les inégalités sociales, très fortes dans le secondaire en Nouvelle-Calédonie, se poursuivent dans le supérieur en dehors du territoire : l'appartenance sociale des calédoniens structure les parcours d'études avant qu'ils ne les commencent.



L'ACCÈS À L'INFORMATION

Afin de cerner les démarches d'informations sur les études supérieures hors territoire menées par les étudiants calédoniens hors territoire (effectifs et pourcentages), une des questions était « Avant de quitter la Nouvelle-Calédonie, avez-vous effectué une ou plusieurs démarches pour vous informer sur les études en dehors du territoire ? »

L'ACCÈS À L'INFORMATION Effectifs



Bénéficier des conseils de ses parents avant un départ du territoire nécessite que ces derniers soient familiarisés avec les études supérieures, qu'ils connaissent leur fonctionnement, les cursus mais aussi les débouchés professionnels des formations visées.

« Au départ, quand je leur ai dit que je voulais faire des études de sociologie, ils ont eu peur. Ils m'ont dit «c'est quoi ça, qu'est-ce que tu vas faire après avec ça ?» Et après, quand ils ont su que j'ai pris l'option MEEF, bah du coup ils sont un peu plus confiants et ils m'ont dit «vas-y continue». Du coup ils m'ont dit de continuer jusqu'en master et puis de retourner là-bas (en Calédonie). »



La fratrie joue un rôle de conseil important. Les lycéens étudiés ne sont plus tout à fait « les enfants de la démocratisation scolaire », mais leurs petits frères et petites sœurs, et bénéficient ainsi de l'expertise d'un certain nombre de devanciers passés par le système universitaire, qui prennent le relais du contrôle parental. Il n'est pas rare de voir les aînés de la fratrie assister ou remplacer les parents dans les discussions touchant à l'orientation, faisant valoir leur expérience personnelle, qu'elle soit positive ou négative. Contrairement à ses parents, les frères et sœurs d'**Océane** ont une expérience dans le supérieur.

« C'était une grosse pression pour moi, mes frères et sœurs ils ont tous réussi euh faut que moi aussi. Je me suis dit attend mon frère est ingénieur en informatique, ma sœur elle est psychologue, mon autre sœur va pt'être être prof, moi qu'est-ce que je vais faire ? Faut que trouve quelque chose qui soit à la hauteur de mes frères et sœurs. »

Certains enquêtés ont bénéficié d'un soutien de leur famille pendant leur passage du secondaire au supérieur : leurs parents et parfois leurs frères et sœurs les ont aidés à trouver une formation et à s'y préparer. **La famille s'assure de la viabilité des projets d'études** en accompagnant les choix de filières. L'orientation, les moyens nécessaires pour entrer dans la formation voulue, voire la ville d'étude peuvent être suggérés par les parents ou les aînés. **L'orientation dans le supérieur et par extension la facilitation de l'accès aux études hors territoire, semblent corrélés aux rapports familiaux aux études supérieures.**

Fabien Truong³, expose que les lycéens moins dotés scolairement sont également soumis aux « tactiques » d'orientations qui s'inscrivent dans les stratégies d'établissements. C'est le cas de Michel et d'Aurore qui ont été orientés dans le secondaire respectivement par une conseillère d'orientation et un enseignant. Les conseils de ces professionnels ont été déterminants dans leurs parcours d'études.

« La conseillère d'orientation m'a dit que STMG c'était bien. Que ça englobe un peu la littérature, les sciences de la société tout ça. Pour finir je me suis trompé en fait. Je lui ai dit que je pouvais changer pour aller en éco. Elle m'a dit non c'est trop tard vous avez fait STMG vous n'allez pas changer en cours d'année. ». **Michel**

De son côté, Aurore entre au lycée Blaise Pascal dans la continuité de son parcours scolaire dans l'enseignement privé catholique. Initialement elle souhaitait obtenir un baccalauréat littéraire (L). Ses enseignants jugent qu'elle « n'avait pas le niveau » et lui conseillent d'aller en 1re STMG. Aurore persiste. Pour aller en filière « L » elle double sa seconde, mais on lui refuse à nouveau l'accès à ce cursus. Elle se « rabat » sur une première STMG avec une option Ressources Humaines. Aurore déclare qu'elle a finalement apprécié l'enseignement technologique, elle « aurait dû écouter [sa] prof ».



³ Fabien TRUONG est un sociologue et professeur agrégé d'Université de Paris 8e. Il est l'auteur de «Des Capuches et des hommes» (Buche-Chastel, 2013), de «Loyautés Radicales» (La découverte, 2017) et «la Taille des arbres» est son premier roman. Ancien prof de lycée dans le «9-3» devenu sociologue, Fabien TRUONG a pendant 10 ans -des émeutes de 2005 aux attentats de janvier 2015- suivi et accompagné une vingtaine d'anciens élèves, du bac jusqu'à la fin de leurs études.

RECOMMANDATIONS

Dans ce contexte, faciliter l'accès aux études supérieures des lycéens professionnels et technologiques permettrait de lutter contre les déterminismes sociaux de l'enseignement secondaire et d'augmenter le nombre d'étudiants calédoniens. Il serait envisageable de réserver des places pour ces lycéens en BTS ou DUT dans certains établissements du territoire.

Introduire les cursus de formations supérieures pendant l'année de terminale permettrait aux futurs bacheliers de s'y projeter. Il serait par exemple demandé aux lycéens de réaliser un exposé par groupe sur les filières d'enseignement supérieur qui leur sont accessibles. Ils auraient alors à présenter les établissements, les formations et les contenus qui les intéressent ainsi que les débouchés professionnels après avoir rencontré des employeurs dans le secteur d'activité concerné. Pour ces lycéens, la marche est plus haute entre la terminale et le supérieur et, malgré un niveau scolaire compatible, il peut être difficile de s'y projeter, surtout si l'on est le premier de la famille à y accéder.

Il serait alors intéressant d'organiser des rencontres entre des lycéens professionnels ou technologiques et des étudiants et diplômés issus de la même formation secondaire ayant atteint le niveau licence ou master. Rencontrer une personne proche socialement et au parcours scolaire similaire permettrait à ces lycéens de soumettre leurs interrogations et de comprendre que des études supérieures sont possibles.





1-7-2-2

FOLLOW ME
Mailboom

Passer Mob

MOUVEMENT D'INTERFORMATION CADRES



III | SE PREPARER A QUITTER LE TERRITOIRE

La préparation au départ doit préparer aux attentes du supérieur.

3.1 DISPOSITIONS SCOLAIRES

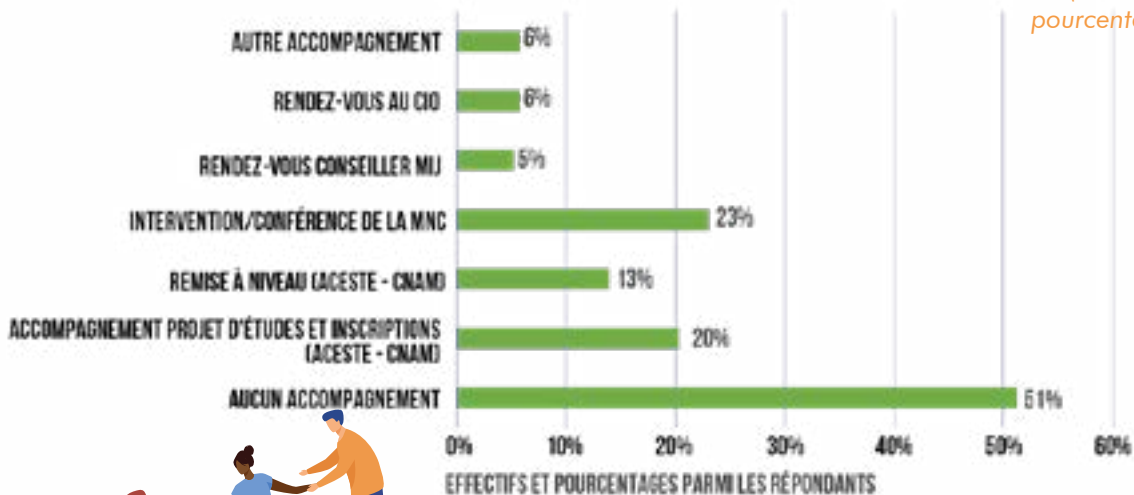
Un des sujets de discussion est « le savoir-être » étudiant qui s’opposerait à un « savoir-faire ». Ce savoir-être étudiant serait « la base de la réussite » : c’est le comportement attendu d’un étudiant. « Curiosité, capacité à demander de l’aide, recherche de solution, la persévérance, l’organisation ». Ces comportements permettraient de mieux réussir en études supérieures et d’être plus épanouis dans sa vie d’étudiant. **Selon l’ACESTE⁴ il y aurait globalement deux groupes parmi les candidats : ceux qui auraient acquis les « codes » des études supérieures et ceux qui ne les maîtriseraient pas encore**

Pour aborder ces informations de manière sociologique, les concepts **de socialisation et de disposition** seront mobilisés. Il semble que les futurs étudiants qui maîtriseraient les codes du « jeu » scolaire aient acquis ces compétences pendant leurs scolarités primaire et secondaire. Leurs méthodes de travail ont été façonnées par leurs expériences à l’école et au lycée.

« Tu vois ce que je te disais dans la préparation au départ, retravailler les disciplines et tout ça, je dis pas que ça n’a pas d’intérêt hein, mais pour moi le plus important c’est de travailler tout ce qui est comportemental. C’est de dire ben oui est ce que tu es capable de travailler avec les autres ?”, “est-ce que tu y vas spontanément ?”, “est-ce que tu poses des questions ?»

Celui qui sait faire ça quand il arrive ici il a déjà fait un paquet de chemin. Celui qui sait pas le faire, il a beau reprendre ses cours de maths, c’est pas pour autant qu’il va se mettre en interaction avec des copains tu vois ? Je pense que c’est ça qui est important. ».**C Couralet. Prestataire Accompagnement des étudiants calédoniens.**

PART DES RÉPONDANTS AYANT BÉNÉFICIÉ DES ACCOMPAGNEMENTS AU DÉPART (effectifs et pourcentages)



⁴ACESTE CNAM : L'Association Calédonienne d'Enseignement Scientifique Technique et Economique est rattachée au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de Nouvelle- Calédonie .D'abord orientée sur la promotion sociale ou promotion supérieure du travail, l'ACESTE-CNAM a dès 1988 développé une expertise en matière de mobilité et d'ingénierie de parcours. Historiquement partenaire des différents programmes de formation liés au rééquilibrage, elle met en place des programmes préparatoires de départ en formation professionnelle et initiale supérieure à la demande des différentes collectivités calédoniennes.

Le cabinet COURALET est un autre prestataire métropolitain qui assure le même type de prestation.



Plusieurs mois séparent l'obtention du baccalauréat et la rentrée scolaire en métropole. Les futurs étudiants utilisent ce temps pour se préparer au départ. Certains ont l'occasion de voyager, pour eux c'est une initiation à l'âge adulte où l'on fait preuve de débrouillardise et où on gère seul son budget. D'autres occupent un ou plusieurs emplois et travaillent parfois pendant plus d'un an avant que le projet d'études supérieures soit économiquement viable.

L'argent gagné peut financer le départ et se dépense le long des études afin d'améliorer ses conditions de vie. Le cas d'Aurore illustre comment la contrainte économique influence les parcours. Ses parents, tous les deux ouvriers d'usine, n'ont pas pu l'aider financièrement, ni avant, ni pendant ses études, elle a dû repousser son départ deux années de suite le temps de réunir seule les fonds nécessaires.



CRÉDIT PHOTO MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

3.2 DEBUTER SES ETUDES EN NOUVELLE-CALEDONIE

L'enquête a montré qu'un étudiant calédonien sur trois a commencé ses études en Nouvelle-Calédonie. Cette étape est une réelle préparation. On apprend à maîtriser les rythmes scolaires de l'enseignement supérieur, à vivre sans sa famille, à prendre les transports en commun, on réalise l'importance de l'assiduité, parfois pour la première fois. La moitié d'entre eux n'a pas validé de diplôme et s'est probablement inscrite en Nouvelle-Calédonie en attendant la rentrée en métropole.

Seulement 74 étudiants sur les 553 répondants (13,4%) n'ont pas été inscrits dans le supérieur en Nouvelle-Calédonie, ni occupé un emploi, ni voyagé seul ou réalisé un Service Civique.

Au total, 349 interrogés (63,11% de l'échantillon) ont été inscrits dans l'enseignement supérieur en Nouvelle-Calédonie au moins une fois, soit deux étudiants sur trois environ.

Un premier cycle d'études supérieures représente une préparation pédagogique aux études hors territoire. Pour Camille, c'est la découverte du travail en dehors des cours. Pour Kiolé, l'expérience d'un premier cycle en Nouvelle-Calédonie a également été très instructive. Il a été socialisé à la vie en autonomie ainsi qu'au fonctionnement des études supérieures.

Ainsi ce premier cycle socialise les individus au travail étudiant.

Kiolé : « Pour moi c'est un peu la découverte de la capitale, Nouméa...

Enquêteur : Comment ça s'est passé la licence pour toi ?

Tu habitais où ?

Kiolé : Moi j'étais au foyer tutorat, au campus des Îles, le MWA-SUP. Les tarifs c'était abordable, genre 12 000 et le tutorat compris. J'avais l'accès au restaurant avec des tickets- repas. Le matin y'avait un transport qui était mis en place, sinon je pouvais me rendre moi-même au KARUIA si j'avais pas cours le matin et que je voulais y aller l'après-midi. (...) Enquêteur : Et au niveau des cours tu arrivais à suivre ? Ce nouveau rythme un peu... un peu bizarre au début peut-être ?

Kiolé : Oui ben au début fallait bien s'accrocher, on comprenait pas quand les profs ils nous disaient « là c'est le début d'année, mais après on va vous compter sur les doigts de la main. ». Quelque part le tutorat il a été là en matière de soutien, pour l'accompagnement. Le suivi régulier aussi. Être assidu surtout ça aussi l'assiduité, ça a beaucoup joué.»



L'expérience d'un premier cycle d'études est une préparation aux études hors territoire : elle socialise à la gestion de la vie quotidienne en dehors des cours, indispensable au bon déroulement des études et à l'assiduité. Ces manières d'agir sont également requises dans le supérieur en dehors du territoire. Par ailleurs, les contraintes économiques semblent structurer l'entrée dans les études supérieures. L'orientation se présente plus comme une décision face à des alternatives plutôt qu'un « choix » purement individuel.

D'une manière générale, envisager le choix en termes d'orientation comme des « décisions pragmatiques plutôt que systématiques [...] [consistant] souvent plus à se déterminer devant une alternative qu'à choisir parmi une multitude d'options » (Hodkinson et Sparkes, 1997), permet de comprendre que tous les élèves amenés à devenir étudiants y sont finalement confrontés, peu importe leur origine sociale et le type de cursus suivi.

« Ce n'est donc pas tant la question du choix que celle des contraintes spécifiques qui l'orientent socialement qui doit être posée (Reay et Ball, 1997). »



Les résultats de cette première partie permettent de constater que l'appartenance sociale détermine les trajectoires des étudiants hors territoire dans la mesure où elle influe sur le type de baccalauréat obtenu. Selon les types de baccalauréats, les étudiants envisagent des études plus ou moins longues. Les inégalités sociales en Nouvelle-Calédonie se prolongent dans le supérieur hors territoire.

RECOMMANDATIONS

Pour améliorer la préparation au départ des boursiers, il est indispensable d'établir un diagnostic précis des dispositions scolaires des futurs étudiants calédoniens hors territoire, de connaître et de transmettre précisément les attentes des établissements supérieurs qu'ils intégreront. Réduire les décalages entre dispositions scolaires et attentes des établissements serait possible et efficace grâce au recrutement ou à la formation de professionnels.

Il serait pertinent de présenter le marché du travail calédonien aux candidats en leur exposant les cursus financés et les secteurs d'activités en manque de main-d'œuvre. Impliquer les candidats aux Bourses d'Enseignement Supérieur. La sélection des boursiers permettrait de garantir la compréhension de l'intérêt de leurs études pour la Nouvelle-Calédonie. Il pourrait ainsi être demandé aux candidats de justifier l'intérêt de leurs études pour le territoire et de prouver l'existence de débouchés professionnels, comme c'est le cas dans la sélection des étudiants du programme Cadre Avenir.

Par ailleurs, il serait intéressant de proposer aux futurs étudiants calédoniens hors territoire de réaliser une semaine « dans la peau d'un étudiant » à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Cela leur permettrait d'avoir une première expérience du supérieur : utiliser les services de l'université comme le restaurant et la bibliothèque universitaire, solliciter l'aide des associations étudiantes et des tutorats. Enfin, pour les étudiants les plus éloignés des dispositions scolaires attendues dans le supérieur, recommander un premier cycle d'études sur le territoire serait une expérience socialisante à ce monde auquel on est parfois étranger, y compris en Nouvelle-Calédonie.

La préparation pédagogique pourrait rassembler les étudiants selon les domaines d'études qu'ils intégreront afin de leur transmettre la méthode de travail qui y correspond.

Il semble nécessaire de transmettre aux futurs étudiants « les règles du jeu » qui ne sont pas connues de tous : fonctionnement de l'institution et de son calendrier, ses modes d'évaluation, les attentes pédagogiques, etc. Une préparation pédagogique améliorée pourrait être plus longue pour les étudiants aux dispositions scolaires supérieures fragiles, comme les lycéens professionnels ou technologiques.



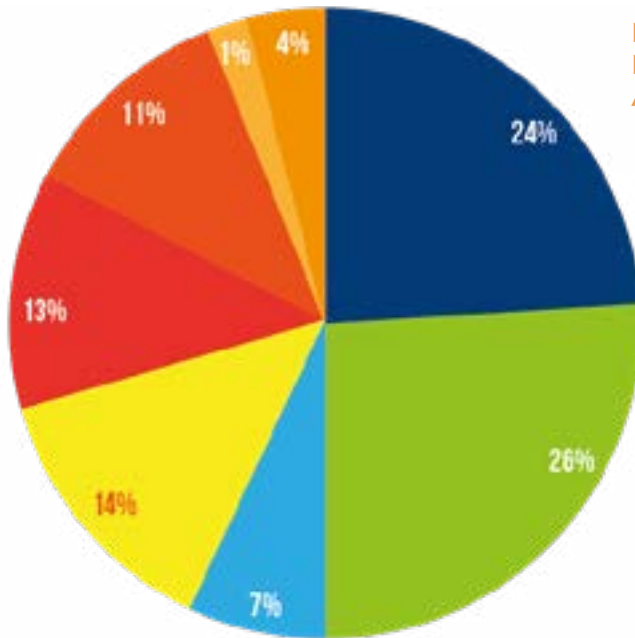


IV | LA VIE EN DEHORS DU TERRITOIRE

4.1 LE LOGEMENT : aide familiale et capital social

L'enquête statistique par questionnaire permet de décrire les conditions de logement des étudiants calédoniens hors territoire. Ces derniers vivent majoritairement seuls : 42,8% des répondants habitent dans des locations chez un particulier et 18,2 % habitent une résidence universitaire privée ou publique. 16,5% des enquêtés vivent en couple et la proportion de ceux vivant en collocation est équivalente (15,7%)

Les étudiants calédoniens sont mobiles : un peu plus de la moitié d'entre eux, seulement, n'a jamais déménagé pour changer de commune depuis qu'ils ont quitté la Nouvelle-Calédonie (55,8%). Environ un quart des interrogés a déménagé une fois (22,4%) Les entretiens ont révélé que le premier logement est un enjeu pour les étudiants. La période de l'installation est cruciale (d'autres éléments à venir appuieront ce constat) : l'objectif est de trouver un logement avant la rentrée.



RECHERCHE DU PREMIER LOGEMENT
RÉPARTITION DES PERSONNES
AIDANTES en pourcentages

- PAS ÉTÉ AIDÉ(E)
- PARENTS
- FRÈRES ET SŒURS
- AUTRE MEMBRE DE LA FAMILLE
- UN(E) AMI(E)
- MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE
- DÉJÀ TROUVÉ UN LOGEMENT
- AUTRE

Un quart des étudiants (24%) a effectué sa recherche de logement seul. Les personnes qui aident le plus à la recherche d'un logement sur place font partie de la famille des étudiants : les parents, frères et sœurs, et les autres membres de la famille rassemblent 47% des réponses. L'étudiant peut solliciter tous ces aidants à la fois. Plus de la moitié des étudiants met trois semaines ou plus à trouver un premier logement.



Le type d'aide sur place ne semble pas accélérer la recherche d'un logement. Néanmoins, les entretiens ont montré combien le soutien sur place, à l'arrivée en métropole, facilite l'accès au logement.

Certains étudiants, boursiers et « non-boursiers provinciaux », ont trouvé leur logement à leur arrivée pendant l'accueil et l'atelier sur le logement réalisé à la MNC à Paris.

Si l'aide sur place, généralement familiale, ne raccourcit pas le temps de recherche nécessaire, elle peut néanmoins débloquer la situation en mobilisant les relations pour trouver un logement ou en rassurant des propriétaires méfiants. Dans le même temps, les étudiants doivent ouvrir un compte en banque et finaliser leurs inscriptions dans leur établissement d'études supérieures. A ce stade, certains rencontrent déjà des difficultés et ces contretemps dans les démarches administratives peuvent être lourds de conséquences.

Plusieurs exemples pourraient illustrer la manière dont les contacts sur place permettent de faciliter l'accès au premier logement. Ces « relations », le « réseau » qui permet de débloquent des situations problématiques sont conceptualisés en sociologie sous la notion de « capital social ».

William décrit sa recherche d'appartement comme une expérience joyeuse qui lui a permis de découvrir ces villes : « On a fait Bordeaux et puis après on a fait Toulouse, en plus on avait fait en se baladant t'as vu du coup c'était choc ». D'autres étudiants ont été hébergés pendant leur recherche par un membre de leur famille résidant sur place. Forte de ce soutien, Audrey a par exemple profité de l'été en métropole pour voir ses amis et occuper un emploi saisonnier.

« Je suis arrivée en France, j'avais pas d'appartement, j'avais rien du tout. Donc oui, j'ai eu l'opportunité de retrouver des copains de NC. Donc j'allais chez eux un petit peu pour débiter parce que c'était les vacances d'été. J'ai travaillé dans les vignes aussi avant de commencer les études pour me faire un peu d'argent. Et sinon je suis restée deux mois chez ma grand-mère le temps de trouver un appartement et de faire la paperasse. Et j'ai trouvé un appartement fin de l'année dernière, pas loin de mon école et pas loin de mon entreprise ».



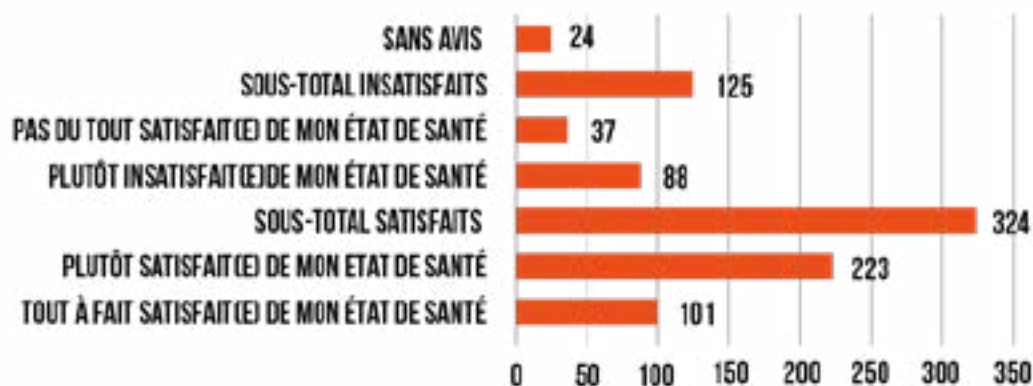
4.2 LA SANTE Des difficultés dans l'accès aux soins encore importantes et des conséquences significatives de l'épidémie Covid-19

LA COUVERTURE MÉDICALE

Le questionnaire a interrogé l'état de santé des étudiants calédoniens en métropole. La majorité d'entre eux (324 des 473 répondants) est satisfaite de son état de santé : 21,4% des enquêtés se disent très satisfaits de leur état de santé, 47,1% en sont plutôt satisfaits. Néanmoins la proportion des étudiants globalement insatisfaits de leur état de santé reste importante, ils représentent un quart de la population (26,4%).

En entretien, les échanges sur la santé se sont rapidement portés sur la couverture médicale. Globalement les étudiants bénéficient d'une couverture médicale permettant le remboursement de la plupart des frais de santé. En revanche leurs récits s'attardent sur les démarches et les difficultés rencontrées dans l'accès à la Sécurité sociale et l'obtention finale de la Carte Vitale.





Les étudiants nés en Nouvelle-Calédonie qui se rendent en métropole n’ont pas de numéro de Sécurité sociale métropolitain : ils ne sont pas affiliés à la CPAM, mais à la CAFAT ou à la Sécurité sociale de leurs parents. L’entretien avec la cheffe du service étudiant formation jeunesse de la MNC, révèle que l’inscription à la CPAM est la principale difficulté que rencontrent les étudiants calédoniens à leur arrivée en métropole. Chaque année, les salariés de l’association doivent intervenir auprès des étudiants à ce sujet. De plus la couverture maladie des étudiants est soumise à des réformes qui ont modifié les démarches d’obtention de la Sécurité sociale.

La loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l’orientation et à la réussite des étudiants (ORE) a supprimé le régime de Sécurité sociale étudiante. Cette réforme simplifie les démarches d’inscription en supprimant les « processus d’affiliation et de ré-affiliation annuelle à une mutuelle d’étudiants pour la gestion des droits de base ». La réforme a bouleversé la procédure d’obtention de la couverture médicale qui nécessite aujourd’hui davantage d’implication de la part des étudiants. En effet, les étudiants calédoniens doivent s’inscrire eux-mêmes à la Sécurité sociale. Néanmoins, cette réforme a complexifié les démarches réalisées par la MNC pour affilier les étudiants calédoniens aux Caisses Régionales de la Sécurité sociale dont ils dépendent selon leur lieu de résidence.

Pour s’inscrire à la **Caisse Primaire d’Assurance Maladie**, il est nécessaire d’avoir un relevé d’identité bancaire et un certificat de scolarité lors de la constitution du dossier de demande. Une fois validé ce dossier d’inscription par la CPAM, les étudiants reçoivent une attestation et **un numéro d’affiliation provisoire**. Ce numéro provisoire leur permet un remboursement partiel de leurs frais de santé à condition de compléter les formulaires médicaux et de les retourner à la CPAM.

Enfin, la Caisse d’Assurance Maladie la plus proche du domicile traite le dossier, contacte l’étudiant et l’informe qu’il doit prendre rendez-vous afin de finaliser son inscription. Cette étape prend au minimum 1 à 3 mois selon les Caisses d’Assurances Maladie. Quand l’inscription à la CPAM est terminée, **les étudiants reçoivent leur Carte Vitale par la poste : il est donc nécessaire d’avoir une adresse postale fixe**.

De même, sans sécurité sociale, on ne peut demander l’Allocation Personnelle au Logement (APL).

Ces difficultés administratives entraînent des conséquences économiques, sanitaires et empêchent les étudiants de se concentrer sur leurs études. Ainsi 25% des interrogés ne bénéficient pas des APL et un étudiant sur deux a déjà renoncé à consulter un professionnel de santé.

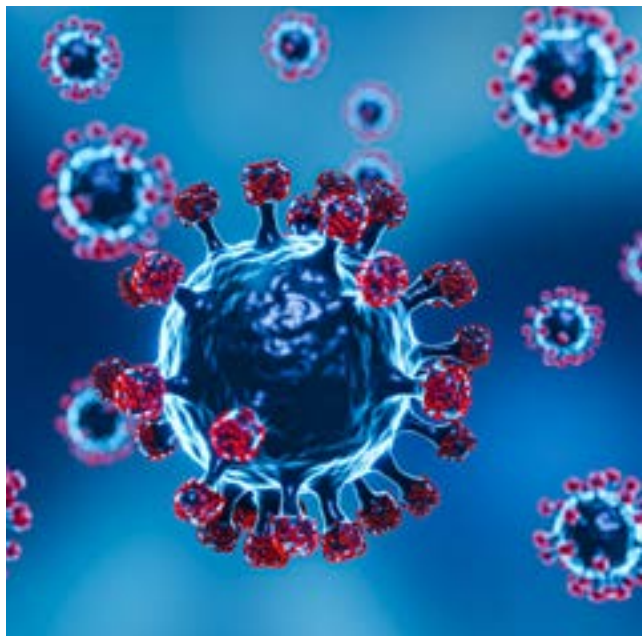


L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 ET SES CONSÉQUENCES

L'année 2020 a été marquée par l'épidémie mondiale de Covid-19 qui a détérioré les conditions d'études. L'accroissement de l'isolement social, des difficultés financières et pédagogiques provoquées par l'épidémie ont eu de nombreuses conséquences pour les étudiants : plus d'un enquêté sur dix risque de doubler l'année d'étude en cours ou d'abandonner ses études.

En métropole, trois confinements ont jalonné l'année scolaire 2020-2021. Les établissements d'enseignement supérieur ont dû adapter leurs organisations : la plupart des cours ont eu lieu en distanciel pendant ces périodes. Les conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur les parcours des étudiants calédoniens hors territoire ont été multiples : pédagogiques, sociales, sanitaires.

D'un point de vue pédagogique, 34,7% des étudiants interrogés ont manqué plus de cours qu'en temps normal et plus de la moitié a manqué des cours depuis le début de l'année universitaire 2020. Cette proportion est probablement corrélée à la réorganisation des enseignements pendant ces périodes : au total, 80 % des interrogés ont eu du mal à organiser leur temps de travail, 57,7% plus qu'en temps normal.



LES CONSÉQUENCES DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 CHEZ LES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS HORS TERRITOIRE

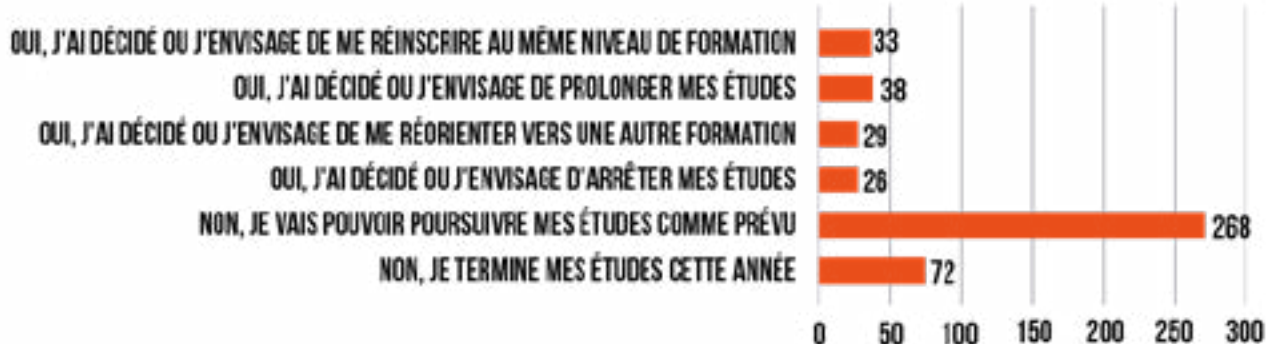


L'isolement social, les difficultés financières et pédagogiques peuvent se renforcer mutuellement et créent des situations problématiques.

Le **récit d'Amélie** illustre ce que plusieurs étudiants peuvent vivre :

« Et là, en fait, ça été le début de la chute aux enfers, parce qu'en fait mon master, j'ai terminé mon année de Bachelor, passé mon mémoire et tout et en fait, une semaine après, je commençais le master et en fait j'ai fait que deux semaines de cours en présentiel (...) de là j'ai commencé à avoir les premiers symptômes de la dépression, c'est là que j'me suis dit y'a quelque chose qui va pas, fin j'suis quand même restée enfermée euh j'ouvrais pas les volets, sous ma couette et j'attendais que le temps passe. Même envoyer une lettre de motivation ça me prenait la boule au ventre fin j'étais pas bien, j'étais stressée ; je savais pas de quoi mon avenir allait être fait, fin je savais, j'me disais j'ai déboursé 10 000 € pour cette école et bah je fais comment, parce que mes parents sont investis là-dedans, moi aussi, pis j'ai pas envie de les décevoir parce que pour moi, c'était un échec (...). J'me suis retrouvée seule à faire des allers-retours entre mon lit et mon canapé et pas du tout de contact social voilà, j'avais rien ».





RECOMMANDATIONS

L'amélioration de l'accès aux soins pour les étudiants calédoniens en métropole est encore nécessaire. Pour cela il semble indispensable de perfectionner la préparation aux démarches administratives des futurs étudiants hors territoire. Avant de quitter la Nouvelle-Calédonie, les étudiants devraient connaître précisément les démarches qui les attendent, les étapes qui les constituent et les justificatifs qui seront nécessaires à la finalisation de l'inscription dans le supérieur, à l'inscription à la CPAM, à la souscription à une mutuelle et pour la demande de l'Aide Personnalisée au Logement.

Il semble nécessaire d'explicitier le fonctionnement de ces institutions dans lesquelles il n'est pas toujours possible de prendre rendez-vous et où certaines démarches se font en ligne. D'ailleurs, **il est crucial de s'assurer que les étudiants possèdent tous un ordinateur portable**, sans ce matériel, il est impossible de réaliser sereinement ces démarches.

Le suivi et l'accompagnement dans les démarches administratives peuvent se perfectionner de différentes manières. Il serait intéressant de soumettre **un questionnaire de suivi d'installation** aux primo-arrivants quelques mois après la rentrée. Il serait obligatoire pour les boursiers de répondre à ce formulaire. Cela permettrait d'identifier les étudiants qui rencontrent des difficultés dans leur installation en métropole, et de connaître leurs progressions dans les démarches administratives. Ainsi, rassemblés selon l'obstacle rencontré, il serait possible d'accompagner les étudiants par groupes plutôt qu'au cas par cas.

Il n'existe aucune enquête sur les conditions de vie des étudiants calédoniens en Nouvelle-Calédonie ou hors territoire. Réaliser une telle étude de manière périodique, comme le font les Observatoires de la Vie Etudiante en métropole, permettrait de connaître précisément l'état de santé et les conditions d'accès aux soins des étudiants calédoniens, les difficultés d'accès au logement, etc. Si les étudiants déclarent des problèmes de santé, un accompagnement pourrait leur être proposé. Le soutien d'un ou une assistante sociale à la MNC permettrait de diriger les étudiants vers les services d'accompagnement existants (par exemple l'assistance sociale du CROUS, les missions locales ou centres médico-psychologiques). Ce professionnel serait sensibilisé aux difficultés propres aux étudiants calédoniens et pourrait intervenir directement pour un accompagnement personnalisé dans les démarches avec la CPAM, pour une aide à la prise de rendez-vous avec un professionnel de santé, etc.

Les collectivités provinciales doivent tenir compte des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur les parcours d'études, en particulier pour l'année scolaire 2020-2021. Il semble donc nécessaire que les redoublements et réorientations des boursiers à la rentrée 2021 ne soient pas comptabilisés puisque ces derniers ne peuvent doubler leur année ou se réorienter qu'une seule fois sans perdre la bourse provinciale.





4.3 LE BUDGET : Une population économiquement très hétérogène

CONDITIONS DE VIE

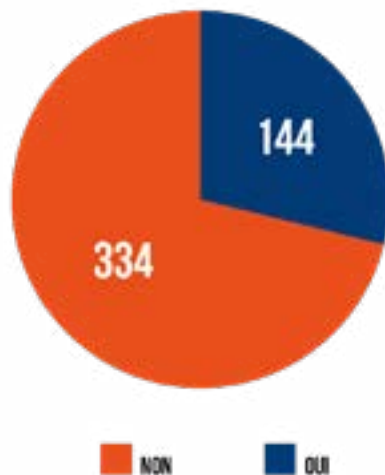
L'enquête permet de réaliser un éclairage sur les différentes sources de revenus des étudiants, la répartition de leurs dépenses, la variabilité de leurs ressources et les conséquences de la précarité étudiante.

Sur l'année scolaire métropolitaine 2020-2021, le budget moyen des étudiants calédoniens en métropole est de 1158 euros, contre 918 euros au niveau national, d'après l'Observatoire national de la Vie Etudiante (OVE). Les dépenses mensuelles moyennes s'élèvent à **923 euros pour l'ensemble des interrogés⁵** et à 869 euros pour les étudiants du Nord. Environ 40% des étudiants vivant seuls ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté métropolitain (918€).

BOURSES ET BUDGET.

Deux groupes se distinguent selon les sources de revenus.

- Les étudiants titulaires d'une bourse provinciale (144) et ceux qui ne sont pas financés par ces collectivités souvent appelés les « non-boursiers » (334).
- Les boursiers provinciaux représentent moins d'un étudiant sur trois, ils sont souvent issus de milieux sociaux défavorisés ou moyens.



RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES BOURSIERS PROVINCIAUX ET NON-BOURSIERS PROVINCIAUX PAR TRANCHES DE BUDGETS MENSUELS EN EUROS.

	Moins de 600	De 600 à moins 800	De 800 à moins 1000	De 1000 à moins 1200	De 1200 à moins 1400	1400 et plus	TOTAL
Boursiers provinciaux	7	17	26	17	12	21	100
Non-boursiers provinciaux	14	14	15	18	10	30	100
TOTAL	12	14	19	18	11	27	100

Lecture : Parmi les étudiants non-titulaires d'une bourse d'études provinciale, environ 14% ont un budget mensuel inférieur à 600 euros et environ 30% d'entre eux reçoivent plus de 1400 euros par mois

Quel que soit leur statut, plus de 10% des étudiants vivent avec moins de 600 euros mensuels (6% des boursiers et quasi 14% des non boursiers).

Ils sont proportionnellement plus nombreux à disposer d'un budget inférieur à 1000 euros et à dépenser moins de 800 euros par mois.



Le groupe des non-boursiers est socialement très hétérogène. En effet, ils sont proportionnellement plus nombreux chez les étudiants qui reçoivent moins de 600 euros par mois et dans la catégorie des étudiants avec plus de 1400 euros par mois. Les étudiants du Nord ont un budget moyen de 1135 euros contre 1158 euros sur l'ensemble des répondants.

⁵**Seuil de pauvreté** : selon l'INSEE, le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.

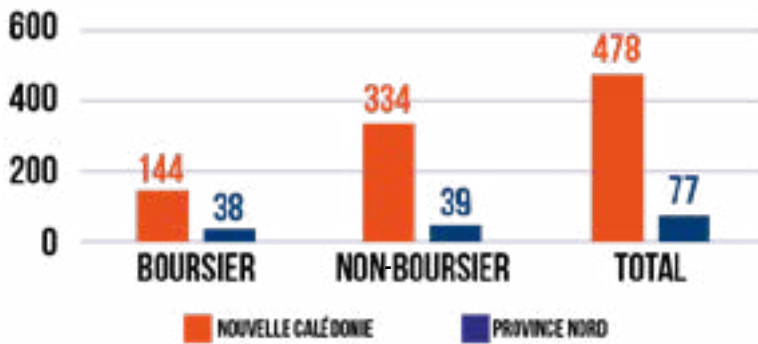




BOURSIERS PROVINCIAUX

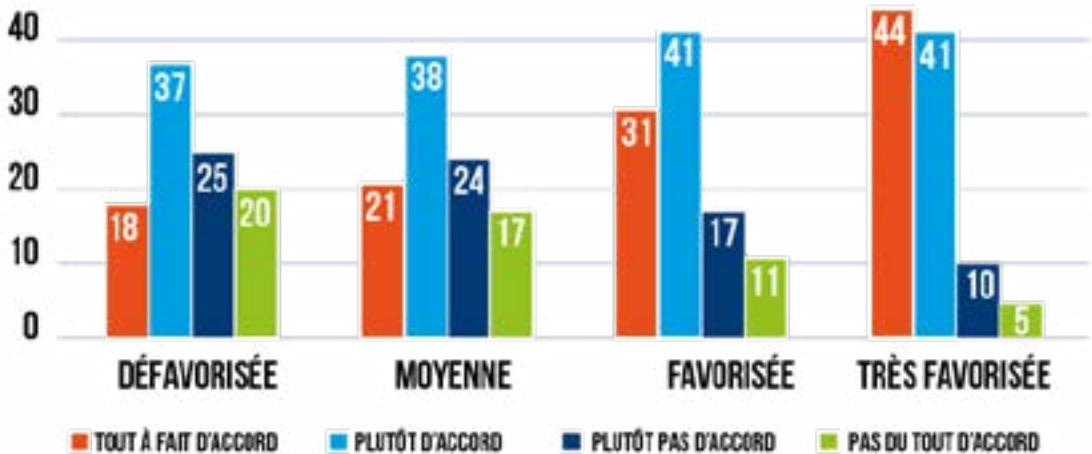
Il y a proportionnellement davantage de boursiers provinciaux en Province nord.

La moitié des interrogés originaires de la Province nord sont titulaires d'une bourse octroyée par la collectivité provinciale contre trois étudiants sur dix sur l'ensemble des interrogés.



Tous les étudiants ne sont pas d'accord avec l'affirmation « j'ai assez d'argent pour couvrir mes besoins mensuels ». Ce sentiment est statistiquement corrélé à l'appartenance sociale : plus les étudiants appartiennent à un milieu social favorisé, plus ils ont le sentiment d'avoir assez d'argent pour vivre. Il faut retenir que si deux groupes se distinguent du point de vue des sources de revenus, les boursiers comme les non-boursiers constituent des groupes économiquement très hétérogènes.

J'AI ASSEZ D'ARGENT POUR COUVRIR MES BESOINS SELON L'INDICATEUR D'APPARTENANCE SOCIALE *En pourcentage*



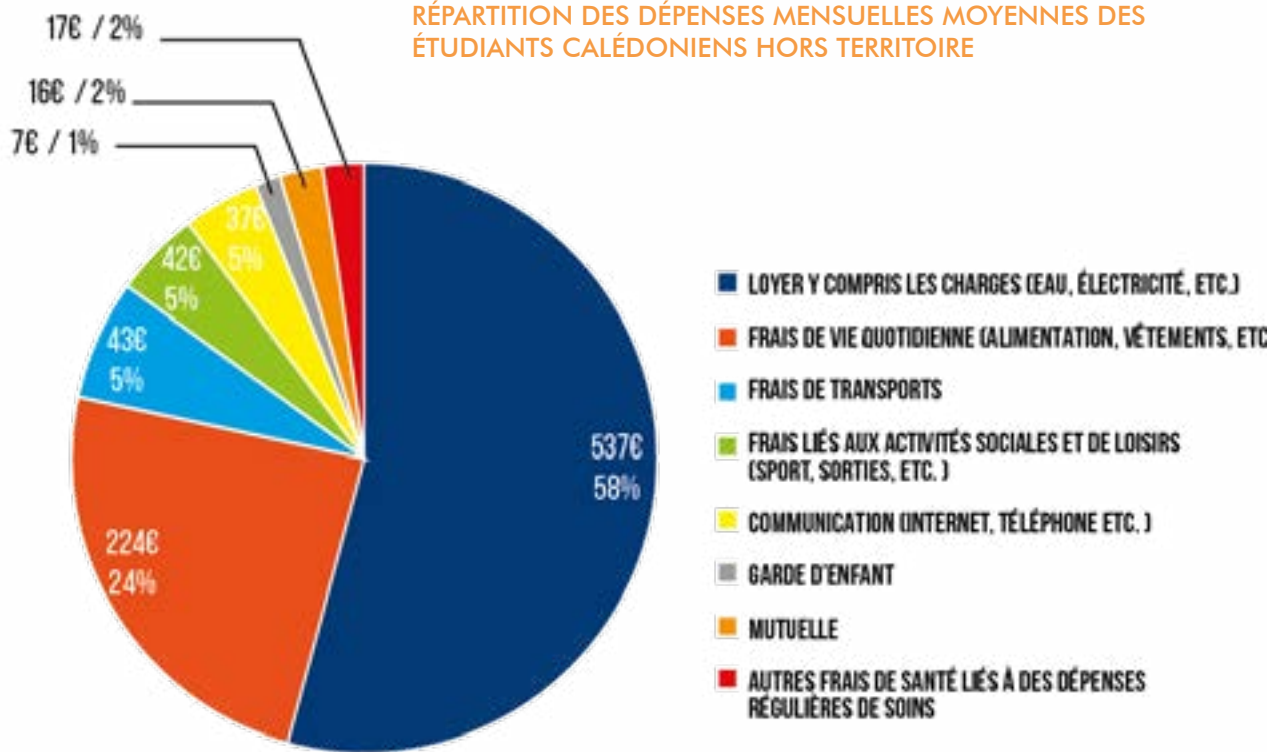
En moyenne, les étudiants consacrent 82% de leurs dépenses mensuelles au logement et à l'alimentation⁶. Les loyers moyens varient selon les villes, mais les entretiens montrent que certains loyers sont très élevés, en particulier à Paris. Il arrive alors que des étudiants s'endettent pendant leurs études. Cette précarité n'est pas sans conséquences pour les concernés qui préfèrent écourter leurs études pour rentrer en Nouvelle-Calédonie et retrouver des conditions de vie « normales ».

« Déjà que je vis avec mon découvert depuis 3 ans, faut que je rentre chez moi un peu, retrouver une vie normale parce que là. Mais en fait c'est ça qui bloque, c'est la bourse, c'est l'argent.

E : Si tu avais eu une situation financière plus stable, tu serais restée en recherche ?

C : ah oui l'engin. Parce que moi j'étais venu dans le but de repartir avec un doctorat. J'étais pas venue pour viser que le master. Après j'ai dit que oui, ça paye (ça coûte) de faire des études ».

RÉPARTITION DES DÉPENSES MENSUELLES MOYENNES DES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS HORS TERRITOIRE



RECOMMANDATIONS :

Plusieurs solutions sont envisageables pour améliorer les conditions de vie des étudiants.

La première serait d'augmenter les montants des bourses d'études provinciales pour les étudiants qui en ont le plus besoin : en renforçant la discrimination positive dans les montants d'attribution des bourses et/ou en octroyant un versement complémentaire pour les étudiants résidant dans les villes aux loyers les plus élevés. Les aides provinciales exceptionnelles demandées par les boursiers ou non-boursiers pourraient aussi être augmentées sur le même principe.

Une enquête annuelle sur les conditions de vie permettrait de connaître précisément la situation des étudiants en matière de logement et d'identifier leurs besoins. Un accompagnement pourrait alors se mettre en place afin d'aider les étudiants ou les rediriger vers **les dispositifs existants du CROUS et de l'État**. Directement ou indirectement, la MNC pourrait alors accompagner les étudiants repérés à déménager dans un logement au loyer moins élevé, l'association pourrait aussi mobiliser les étudiants calédoniens les plus proches pour de l'aide lors des déménagements

⁶ : M. Élie Poigoune avait réalisé un classement des dépenses chez les 150 étudiants qui avaient participé à son enquête. Comme aujourd'hui, le logement, la nourriture et les transports occupaient les premières positions.



4.4 LES STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT DES ETUDIANTS HORS TERRITOIRE

LA MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

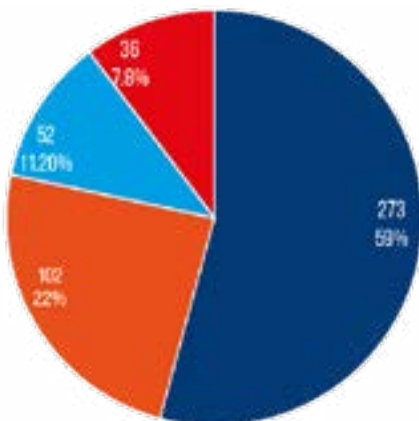
Un indicateur a été créé pour mesurer quantitativement les recours à la MNC. Quatre questions concernant l'accompagnement de la MNC ont été incluses au questionnaire :

- Avez-vous bénéficié du dispositif d'accueil de la MNC ?
- Avez-vous été accompagné par la MNC pour trouver un logement ?
- Avez-vous été accompagné par la MNC pour l'obtention de votre couverture médicale ?
- Avez-vous été accompagné par la MNC pour trouver un stage ?

Un barème a été imaginé pour quantifier les réponses : un point si l'étudiant a fait appel à la MNC une seule fois, deux points s'il fait appel à la MNC deux fois, ainsi de suite.



CRÉDIT PHOTO MAISON DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE



Les résultats montrent que 59% des étudiants, soit 6 étudiants calédoniens en métropole sur 10, n'ont jamais fait appel à la MNC pour les différents accompagnements visés par l'enquête.

Parmi les 41% qui ont sollicité l'association pour leur venir en aide, 22% l'ont fait une fois, 11,2% deux fois et 7,80% ont sollicité la MNC trois fois ou plus.



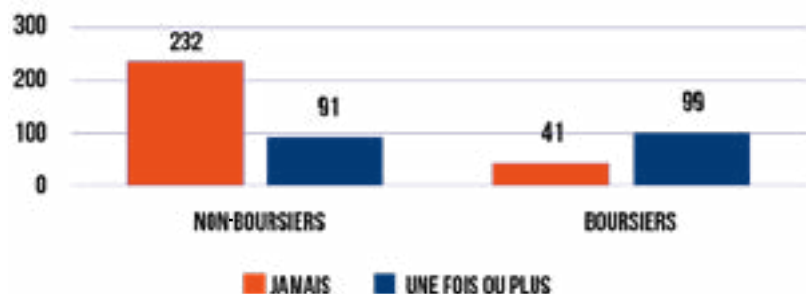
Au regard de la fréquence des sollicitations, la cheffe du Service Etudiants de la MNC constate que **l'accompagnement à l'installation est nécessaire**. Parce que les démarches sont en ligne, les étudiants calédoniens sont sans interlocuteur, beaucoup sont rapidement « perdus » et découragés, ils seraient encore nombreux à abandonner les démarches. Le prestataire d'accompagnement psycho-pédagogique pour la province des Îles Loyautés, signale aussi l'importance d'une installation rapide en métropole : elle permet des conditions d'études convenables.

« C'est pas en 72 heures qu'on peut expliquer la couverture sociale, moi j'ai mis 6 mois à comprendre tous les rouages. Donc je pense bien qu'un jeune de 18/19 ans qui se retrouve avec ce dossier-là, et d'autres comme le dossier de l'aide au logement, c'est quand même administrativement un peu lourd ».

Les autres dangers seraient les addictions qui engendrent des violences. Plusieurs interventions ont été faites auprès d'étudiants en dépendance à l'alcool, au cannabis ou à des « drogues dures ». Selon la cheffe du Service Etudiant Formation (SEF) « une mésesstime de soi » serait récurrente chez les étudiants ayant des addictions. Avec le confinement, les achats en ligne sont plus fréquents pour les étudiants calédoniens, renforçant également des abus par ce biais, arnaques diverses induisant des situations de fragilité bancaire.... La MNC souligne que les étudiants, boursiers ou non, sont nombreux à ne pas disposer d'une protection antivirus sur leurs ordinateurs qui pourraient prévenir ces dangers.

LES « NON-BOURSIERS » ET LA MNC

Un sujet de débat régulièrement visible sur les réseaux est la différenciation de l'accompagnement entre les étudiants calédoniens en métropole. **Deux sous-populations s'opposeraient : les boursiers et les « non-boursiers »**.



Il y a bien une corrélation statistique entre l'appel à la MNC et le fait d'être titulaire d'une bourse provinciale ou non.

En effet, 71% des étudiants non-titulaires d'une bourse provinciale n'ont jamais fait appel à la MNC (323) contre seulement 29,3 des boursiers provinciaux (140). A l'inverse 70% des boursiers ont eu recours à la MNC soit 7 étudiants

Les « non-boursiers » sont des étudiants qui ne sont titulaires d'aucune bourse des collectivités calédoniennes ni rattachés à un programme de formation de la Nouvelle-Calédonie. Précisons qu'il est possible que les « non-boursiers » soient titulaires d'une bourse du CNOUS, octroyée par l'État français. Le discours de sens commun relate le non suivi de ces étudiants, non-accompagnés, voire « délaissés » par la MNC notamment.

« **Nous on les accompagne jusqu'à Parcoursup,ou bien ils sont dans nos BTS et on les accompagne jusqu'à la fin du BTS. Le cas échéant ils poursuivent après en licence... ils sont dans un autre type de parcours...** » Source Vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie.

Dans la réalité, les agents de la MNC sont pris entre deux injonctions contradictoires : prioriser les étudiants boursiers (parce que conventionnés), tout en ne refusant pas leur aide à des étudiants non-boursiers. Une solution pourrait consister à augmenter le nombre d'agents à la MNC lors des périodes d'affluence. Les étudiants non-boursiers et leurs familles sont dans l'attente d'un soutien de la part de l'association identifiée comme le prolongement des institutions calédoniennes en métropole. Le caractère symbolique de la MNC avait déjà été souligné par Élie Poigoune en 2010 : « *Étant la seule représentation officielle de la Nouvelle-Calédonie en métropole, elle [la MNC] possède une grande force symbolique, lui offrant des outils majeurs dans l'accompagnement à la réussite des étudiants calédoniens.* »

« *Moi je suis pas passé par la Maison de la NC parce que j'ai mal été informée, on m'avait dit "la MNC ils peuvent aider, mais attention c'est surtout les boursiers qu'ils aident". J'étais passée par eux et effectivement ils avaient essayé de m'orienter, mais c'était compliqué parce que je suis arrivée et y'avait tout le monde en même temps et ils faisaient d'abord passer les boursiers.* ». [Plus tard dans l'entretien] : « *J'ai une amie qui a travaillé pour la MNC et elle m'a dit "... tu sais ils t'aideraient" et effectivement oui, là par exemple pour ma mutuelle étudiante ils m'ont tout géré ils ont été supers.* »



Et si j'étais passé par eux (pour la sécurité sociale), si j'avais un peu plus insisté, je pense au début j'aurais pas eu toutes ces galères-là. Là je me suis vraiment retrouvée seule. Dans une grande ville comme Paris à galérer entre trouver un appartement et l'administration, je me suis vraiment sentie seule, lâchée dans une foire (...) J'ai écouté les "on dit" et on m'a dit "la MNC ils sont efficaces que pour les boursiers" et moi on m'a rabâché ça tout le temps.» **Eva**

STAGES ET RÉORIENTATIONS.

La plupart du temps, les réorientations ont des motifs pédagogiques. Le manque de connaissance des cursus d'études a encore des conséquences sur les parcours d'études.

Au moment de la diffusion du questionnaire, sept étudiants sur dix ont un stage obligatoire à réaliser pour valider l'année en cours, dont 2 n'ont pas encore trouvé d'entreprise pour le réaliser. Les prestataires d'accompagnement des boursiers provinciaux les aident par des conseils à la recherche d'un stage. Pourtant la MNC est régulièrement contactée pour de l'aide dans ce domaine. Chercher un stage et mobiliser son réseau de connaissance ne semblent pas être acquis par tous les étudiants.

L'ACESTE a un parti pris concernant les stages : « un stage, ça se cherche ». Elle ne conduit pas cette démarche à la place des étudiants. La recherche « fait partie de l'exercice ». Ils encouragent l'étudiant à contacter son réseau, en particulier sa famille. Il arrive régulièrement que cette recherche soit difficile, mais un échec ou abandon de formation à défaut de stage ne serait jamais arrivé. La MNC raconte que les étudiants la contactent tardivement, parfois le jour où le stage devait commencer, pour recevoir de l'aide.

LES ASSOCIATIONS CALEDONIENNES.

L'enquête auprès des interlocuteurs des étudiants a permis d'échanger avec **deux associations calédoniennes de métropole**. L'implication des adhérents auprès des étudiants est conséquente. Il arrive régulièrement qu'ils hébergent des étudiants, les aident à trouver un logement, les accompagnent dans les tâches administratives, etc. Les temps de loisirs organisés par ces associations apportent un soutien moral et d'une certaine manière luttent contre l'isolement social.

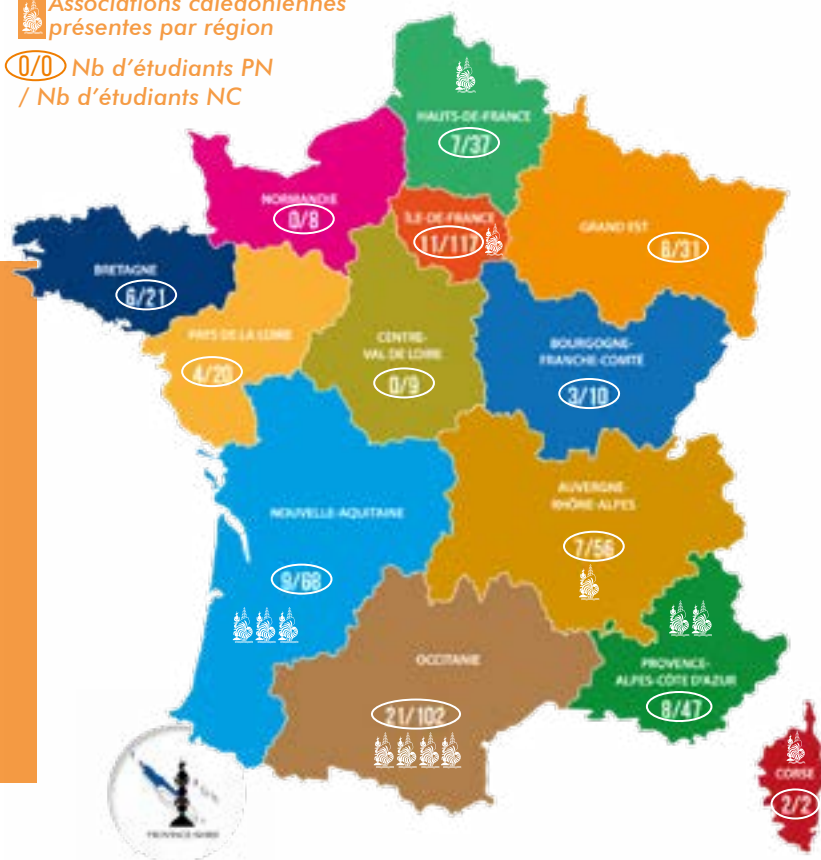
L'isolement social est d'ailleurs le danger le plus important pour la réussite des étudiants, même s'il n'est pas le plus fréquent. Certains étudiants calédoniens ont du mal à rencontrer leurs pairs, à se faire de nouveaux amis. Le sentiment de solitude provoque alors une baisse de moral et peut, in fine, provoquer des abandons de cursus.

EFFECTIF DES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS, DONT LA PROVINCE NORD

(Source étude des parcours étudiants calédoniens hors nouvelle calédonie)

 Associations calédoniennes présentes par région

 Nb d'étudiants PN / Nb d'étudiants NC



« Moi je me suis rapprochée de l'association à mon arrivée directement. Je savais pas trop... j'étais dans l'inconnu en fait. Et du coup quand je suis arrivé à la MNC on m'a renvoyé vers l'association de Nîmes, c'est eux qui m'ont contacté. Ils sont venus me récupérer [à la gare], ils m'ont emmené jusqu'à ma résidence, ils m'ont aidé à déménager, ensuite ils m'ont donné rendez-vous à un autre endroit pour faire connaissance, avec tous les jeunes en fait qui sont arrivés la même année que moi et c'est important. C'est plus un problème de repères à la base, on arrive ici on ne connaît personne. Et du coup juste savoir que y'a d'autres kanak, ça devient notre deuxième famille. »

RECOMMANDATIONS

Le soutien des étudiants pendant l'installation et tout au long des études est crucial. Pour améliorer cet accompagnement, un renforcement de l'équipe du Service Etudiant Formation de la MNC, en particulier en période de rentrée, pourrait être une solution. L'inscription des non-boursiers dans les conventions entre les provinces et la MNC paraît par ailleurs symboliquement importante pour les non-boursiers et impliquerait les moyens nécessaires à un accompagnement pour tous.

Il faut encourager un rapprochement entre les associations calédoniennes en métropole, la MNC et les collectivités de Nouvelle-Calédonie.

Avant l'épidémie, la création de la « **Team MNC** » avait été entamée. Il s'agit d'un regroupement entre la MNC, des associations calédoniennes en métropole, et des « étudiants référents » installés dans les plus petites villes étudiantes. Il conviendrait de poursuivre la création de ce groupe qui ferait remonter les difficultés et besoins des étudiants à la MNC. Éventuellement, cette équipe pourrait solliciter des financements afin de donner aux associations et référents les moyens de soutenir les Calédoniens venus étudier en métropole. Les étudiants qui s'installent dans les villes où des associations calédoniennes ou des référents de la Team MNC sont présents doivent être informés de l'existence de ces partenaires et du soutien dont ils peuvent en bénéficier.

Éviter l'isolement social des étudiants préviendrait leurs difficultés, c'est en ce sens qu'il faut mobiliser la diaspora des Calédoniens en métropole. Un étudiant en difficulté morale ou mentale doit être rapidement mis en contact avec les Calédoniens les plus proches : membres d'associations calédoniennes ou étudiants référents de la **Team MNC**. D'ailleurs, il serait envisageable de rassembler les primo-arrivants pendant leur première année d'études en métropole. Ce regroupement serait l'occasion de mettre en place des espaces de discussion sur les relations avec les autres étudiants, sur les risques des addictions, etc. Des étudiants installés depuis plusieurs années pourraient intervenir et sensibiliser les primo-arrivants sur les dangers pour la réussite des études.

Un suivi régulier des étudiants, réalisé par une enquête récurrente sur leurs études et conditions de vie permettrait d'identifier les étudiants qui ont besoin d'aide. Interroger pour connaître l'état de santé mentale des étudiants rendrait la prévention des difficultés morales plus simple. Un assistant social à la MNC, familier de la situation propre aux étudiants calédoniens, pourrait rediriger ces derniers vers les professionnels de santé comme les psychologues des établissements supérieurs, les Centres Médico-Psychologiques où les consultations sont gratuites.

Enfin, il faut s'assurer que tous les étudiants boursiers ayant un stage obligatoire l'effectuent. Pour eux, les ateliers organisés par les prestataires des provinces sur la recherche de stage doivent être obligatoires. À l'issue de ces ateliers, les employeurs susceptibles de prendre les étudiants en stages doivent être identifiés et les étudiants doivent maîtriser les procédures d'entrée en stage : de la candidature jusqu'à la signature des conventions. Il faut un accompagnement resserré, allant au-delà des techniques de conseils pour les étudiants les plus en difficultés dans la recherche de stage. De la même manière, les réorientations doivent être accompagnées en vérifiant que les contenus pédagogiques des nouveaux cursus correspondent aux centres d'intérêts des étudiants.

Dans ce contexte, des partenariats avec les Centres d'Information et d'Orientation ou la Mission Locale d'Insertion des Jeunes en Province Nord sont envisageables. Il serait aussi possible d'accorder une seconde réorientation aux boursiers provinciaux après un accord de la commission ad hoc.





V | LE RETOUR : DES MIGRATIONS STRUCTURÉES PAR L'EMPLOI ET LES RÔLES SOCIAUX DES ETUDIANTS

L'enquête sociologique sur les migrations étudiantes calédoniennes ne pouvait faire l'impasse sur la fin d'études et la question du retour en Nouvelle-Calédonie. Celle-ci était un thème important pour les commanditaires comme pour les enquêtés. Le retour des diplômés expatriés est un sujet récurrent dans l'étude des migrations. Cet objet est la plupart du temps abordé sous l'angle de « la fuite des cerveaux » par les économistes. Les étudiants en migration auraient tendance à ne pas rentrer dans leur pays d'origine après l'obtention de leur diplôme. Il existe peu d'études statistiques sociologiques sur le sujet, la plus récente date de 2005.

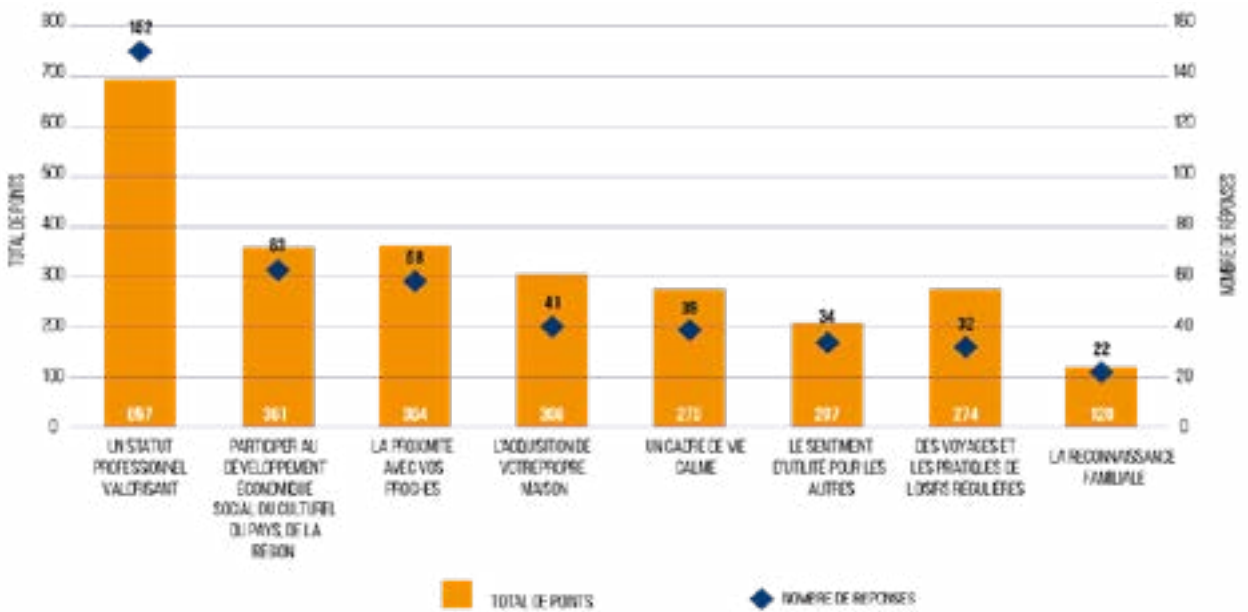
L'analyse conduite dans le cadre de la présente étude montre que la question du retour est corrélée à d'autres problématiques : l'insertion professionnelle, les relations familiales et le contexte politique en Nouvelle-Calédonie. La sociologie permet de préciser comment ces facteurs influencent cette thématique.

5.1 LOGIQUES PROFESSIONNELLES

UNE ENVIE DE RETOUR FORTE, L'EMPLOI COMME PERSPECTIVE

À l'issue de leurs études, six étudiants sur dix souhaitent rentrer en Nouvelle-Calédonie pour s'y installer. C'est deux fois plus que l'ensemble des étudiants étrangers en France en 2005.

Si les étudiants calédoniens sont proportionnellement plus nombreux à vouloir rentrer chez eux, le critère de l'emploi est, comme pour les étudiants étrangers en France, le premier déterminant du lieu d'installation après les études.



L'insertion professionnelle des diplômés en Nouvelle-Calédonie est donc un élément majeur dans la compréhension des migrations de retour des étudiants hors territoire. Malheureusement aucune enquête sur l'insertion professionnelle des nouveaux diplômés sur le territoire n'est réalisée. Déjà en 2010, Élie Poigoune avait fait ce constat et qualifiait l'absence de données disponibles de « lacune » :

« Nous ne disposons malheureusement pas à l'échelle du Pays de données permettant d'appréhender la question de l'insertion professionnelle des étudiants calédoniens, y compris de ceux ayant bénéficié de dispositifs de bourses (exception faite des diplômés du dispositif Cadres Avenir). Cette absence est sans conteste une lacune au regard des besoins générés par notre développement économique, de l'analyse des politiques publiques d'aides à la formation, des transferts de compétences de l'Accord de Nouméa ».

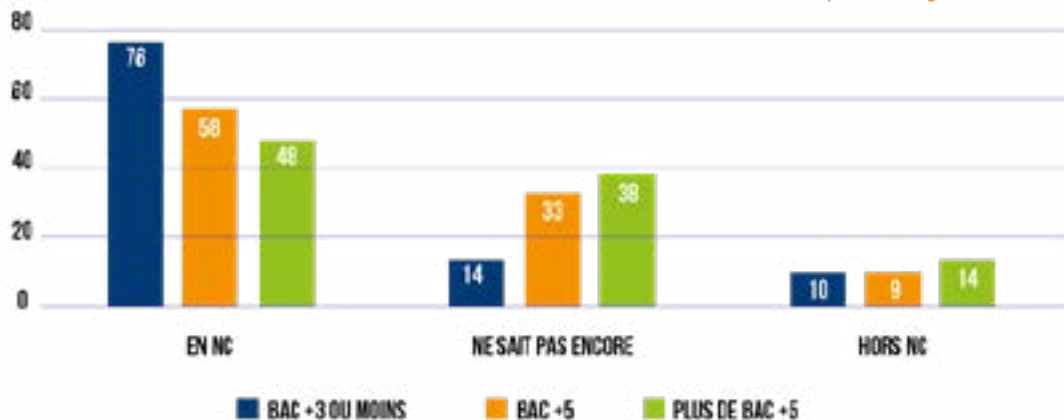


L'ACCES A L'EMPLOI : UN FACTEUR DETERMINANT

Plus le niveau d'études s'élève, moins les étudiants pensent rentrer pour s'installer en Nouvelle-Calédonie. Les trois quarts des étudiants souhaitant obtenir un diplôme de niveau bac + 3 ou moins souhaitent rentrer en Nouvelle-Calédonie. Cette proportion se réduit chez les étudiants souhaitant obtenir un bac + 5 (57,5%). Moins de la moitié des personnes à très haut niveau d'études souhaitent s'installer en Nouvelle-Calédonie (47,8% des interrogés souhaitant dépasser le bac + 5).

De la même manière, la proportion de personnes indécises augmente avec le niveau de diplôme souhaité. Plus on est diplômé, moins on s'installe en Nouvelle-Calédonie pour débiter sa carrière professionnelle.

RÉPARTITION DES LIEUX D'INSTALLATION APRÈS LES ÉTUDES SELON LE NIVEAU DE DIPLOME SOUHAITÉ DES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS HORS TERRITOIRE *en pourcentage*

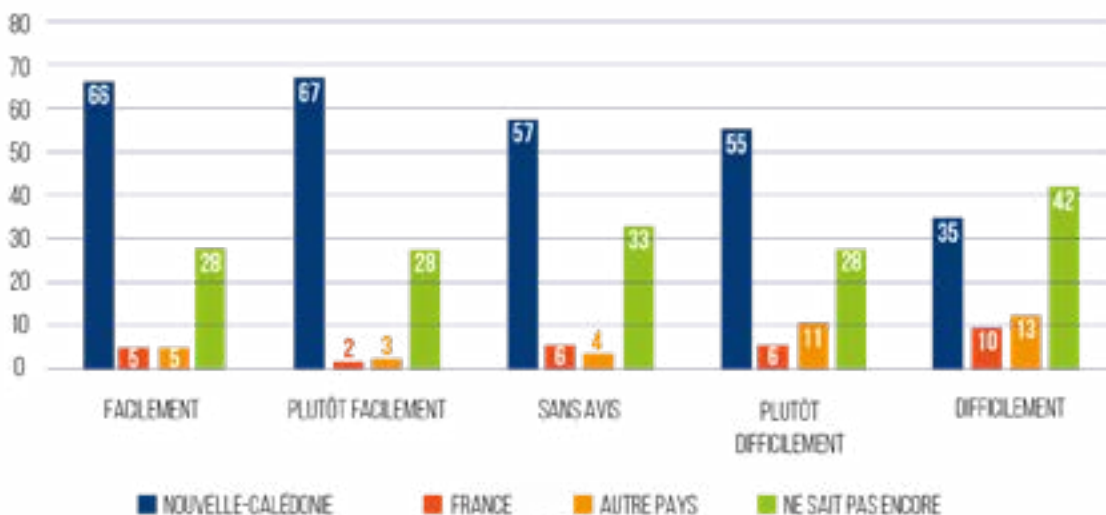


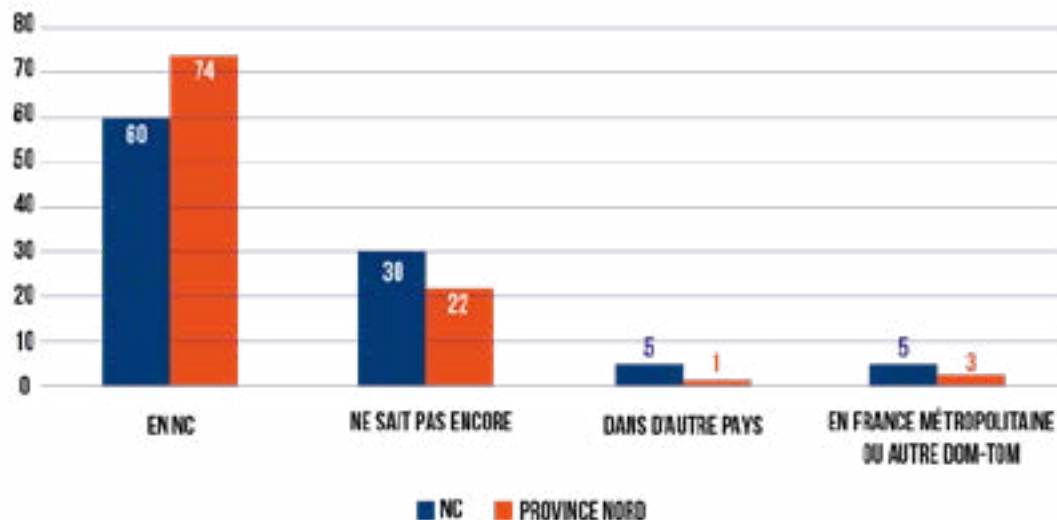
Plus il semble difficile de trouver un emploi en Nouvelle-Calédonie, moins on souhaite s'y installer après ses études. Les entretiens montrent **que l'emploi a pour objectif une ascension sociale relative** en comparaison de la position sociale d'avant le départ.

En d'autres termes, les futurs diplômés aspirent à un emploi à leur niveau de qualification avec les responsabilités et la rémunération qui y correspondent.

Les projections des étudiants du Nord sur les marchés de l'emploi métropolitain et calédonien sont similaires à celles des étudiants calédoniens hors territoire dans leur ensemble.

LIEU D'INSTALLATION APRÈS LES ÉTUDES SELON LES POSSIBILITÉS DE TROUVER UN EMPLOI *en pourcentage*





En revanche, les étudiants de la Province nord sont proportionnellement plus nombreux à vouloir rentrer s'installer en Nouvelle-Calédonie après leurs études (74,3% contre 59,5% sur l'ensemble). De plus, ils souhaitent davantage rentrer tout de suite après leurs études (76,4% contre 58% sur la totalité de l'échantillon).

Pour les étudiants originaires du Nord comme pour l'ensemble des répondants, le motif le plus important déterminant le lieu d'installation après les études reste « un statut professionnel valorisant ». Ils sont plus nombreux à avoir cité « la participation au développement économique, social et culturel du pays, de la région » en critère numéro 1 : 25,4% des étudiants du Nord contre 14,3% sur l'ensemble.

Certains enquêtés, pourtant déterminés à s'installer en Nouvelle-Calédonie, n'y ont pas trouvé d'emploi et ont été contraints de repartir pour pouvoir travailler.

Avoir une expérience professionnelle dans son pays d'étude semble être valorisant sur le marché de l'emploi calédonien. Cette idée, entendue à plusieurs reprises en entretien, inciterait certains étudiants à repousser le retour en Nouvelle-Calédonie.

Pour les étudiants calédoniens, le non-retour est fortement corrélé à l'emploi et au pouvoir d'achat. Certains sont prêts à rester en France ou s'installer dans un autre pays si leurs emplois y sont mieux rémunérés. D'autres, avec des formations moins valorisées et/ou des emplois faiblement rémunérés, préfèrent rester pour échapper à une précarité redoutée en Nouvelle-Calédonie due à un faible pouvoir d'achat. **L'emploi et surtout la rémunération sont les premiers critères déterminants du lieu d'installation après les études.**

Les étudiants calédoniens choisiraient le lieu d'installation qui permettrait d'entamer une ascension professionnelle. La finalité d'un retour ou non-retour ne serait donc pas simplement d'être « actif » du point de vue de l'emploi, mais d'avoir un accès à une position sociale ascendante.

« Ce que je pense, ce que je peux dire aussi, c'est que 'fin du coup à toutes les boîtes, où je me suis inscrit dans le Nord j'ai dit "je suis absolument mobile partout, à tout moment". Genre ils peuvent m'envoyer à Touho, comme à Yaté comme à Ouaco, vraiment ce que tu veux, j'y vais ! Genre vraiment, je dis "les gars, tous ceux avec qui je peux passer un entretien, où que ce soit j'y vais. Aucun souci tu m'envoies à Belep c'que tu veux j'y vais !". Donc ils me disent "c'est super nin nin ni nin nin na, trop cool" donc encore plus confiant tu vois ? Je me dis que ça prend le temps, mais que ça va forcément finir par tomber » Maxime.



LA SOCIALISATION FAMILIALE

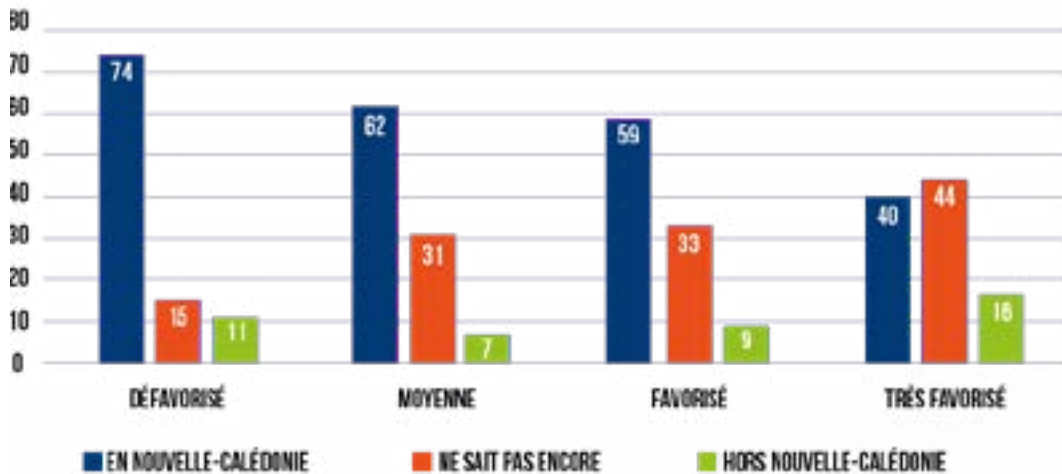
Les migrations de retour et les non-retours sont motivés par l'accès à une position sociale ascendante, mais elles sont également influencées par les familles.

En effet, la proximité avec ses proches est un des critères régulièrement cités par les étudiants calédoniens déterminant les lieux d'installation après les études (13% des points sur l'indicateur de classement des critères, classé 1er critère dans 14% des cas).

Cette motivation, incitant au retour en Nouvelle-Calédonie, vient des « rôles sociaux⁷ » auxquels certains étudiants calédoniens ont été socialisés c'est-à-dire que de multiples interactions leur ont appris progressivement à adopter un comportement conforme aux attentes d'autrui et par cela contribuent à la cohésion sociale. Ces rôles sociaux renvoient à des comportements qui sont attendus de la part des étudiants. Ainsi les interrogés peuvent se sentir investis de rôles sociaux : ils « doivent » rentrer pour aider leurs familles et/ou pour contribuer au développement économique, culturel et social du territoire.

Or, ces rôles sociaux peuvent produire des effets contradictoires. Certains n'envisagent pas de rentrer tant qu'ils n'obtiennent pas de diplôme. **L'échec en études n'est pas permis si l'on souhaite « construire le pays » ou rentrer pour aider financièrement sa famille.**

RÉPARTITION DES LIEUX D'INSTALLATION APRÈS LES ÉTUDES SELON LE MILIEU SOCIAL D'ORIGINE DES ÉTUDIANTS CALÉDONIENS HORS TERRITOIRE en pourcentage



L'enquête révèle également que les étudiants en migration ont un attachement fort à la Nouvelle-Calédonie, ce qui les incite à rentrer. Ces attachements sont le produit de la socialisation.



« C'est pas que je veux le plus tôt travailler, mais je veux avoir des études où il y a le plus de possibilités. Tu fais une, non pas une licence...tu fais une école de commerce tu peux très bien travailler dans l'administration, travailler dans un hôtel. Tu peux travailler dans tout quoi. (...) J'irai là où je peux travailler et là où ce sera mieux payé. Bon en Calédonie c'est bien payé, même si j'ai peu de chances de réussir médecine, je sais qu'un médecin en N.C gagne trois fois plus qu'en France. Je sais que la Calédonie va payer mieux. Pourquoi pas retourner en Calédonie, mais si je trouve du taf aux États-Unis en Allemagne ou en Grande-Bretagne je travaillerais là-bas. Mais la Nouvelle-Calédonie c'est... En fait quand t'es Calédonien t'as toujours ce lien avec la Calédonie tu y retourneras forcément. »

⁷Rôle social pour la sociologie classique américaine, le statut (ou status) désigne la position qu'un individu occupe dans un système social donné. Associé à un ensemble de rôles, il définit ce que l'individu est en droit d'attendre du comportement des autres à son égard



On peut penser que l'origine familiale influence le projet de retour et que des familles « migrantes » développent une ouverture au départ. On remarque un lien entre le lieu de naissance des parents et le projet d'installation en Nouvelle-Calédonie suite aux études. Ceci peut s'expliquer entre autres par un attachement fort au pays, voire des perspectives d'emploi. Pour les jeunes de la Province nord, seul 1/4 d'entre eux envisage de rester en métropole.

INSTALLATION EN NC AU RETOUR SELON ORIGINE PN			
ORIGINE PN	OUI	NON ou NSP	TOTAL
OUI	45	15	60
NON	10	16	26
TOTAL	55	31	86

D'autres enquêtés renoncent à rentrer tout de suite, car une opportunité professionnelle se présente dans leur pays d'étude. L'objectif n'est pas de s'installer en France, mais d'avoir une expérience valorisée dans sa recherche d'emploi en Nouvelle-Calédonie. Paradoxalement, Aurore souhaite d'abord « rester en France » pour avoir accès à un emploi mieux rémunéré puis rentrer Nouvelle-Calédonie. Il s'agit en quelque sorte de partir plus longtemps pour « mieux » revenir.

« CONSTRUIRE LE PAYS »

Un des autres critères régulièrement cités par les étudiants dans leurs choix de lieux de réinstallation après les études est « la participation au développement économique, social et culturel de la région, du pays ». En entretien, ce critère est régulièrement associé à un retour en Nouvelle-Calédonie.

Waya : « Pourquoi je suis pas rentré au pays ? Déjà de 1 je voulais pas rentrer au pays sans avoir eu mon bac, déjà de 1 et sans avoir accompli quelque chose, parce que j'ai pas envie de rentrer au pays et mes parents ils ont payés tout pour rien. Déjà de 1, après de 2 j'avais mon passeport j'l'ai pas fait, mais après je l'ai refait et de 3 le problème financier. J'aurais pu rentrer, mais je voulais pas, j'ai vraiment envie de bien me former et apporter quelque chose au pays quoi, vraiment envie d'apporter quelque chose au pays sinon ça sert à rien, moi j'ai vraiment envie d'aider les gens.

Enquêteur : Pour toi c'est pas « assez » entre guillemets ce que tu as fait là ?

Waya : Non pas encore. [OK] Vraiment envie de, parce que le problème dans le monde d'aujourd'hui c'est que pour toucher les gens et pour que les gens t'écoutent faut tu aies des résultats, c'est triste à dire hein, mais une personne lambda dans la rue personne va t'écouter pourquoi ? Parce que ils vont se dire « t'es personne nin nin nin » c'est dommage hein ! (...)

Ceux qui partent en France ont une pression : ils doivent servir d'exemple. Le rôle social dont Waya se sent investi vis-à-vis de sa famille implique un retour en Nouvelle-Calédonie et un succès professionnel minimum, ce qui dans ce cas a tendance à repousser le retour.

L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Non sans lien, **l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie influe sur les projets de retours ou non-retours**. C'est un sujet angoissant pour certains qui redoutent l'indépendance du territoire et des violences entre les communautés. Les conséquences économiques correspondantes sont régulièrement mentionnées. Les interrogés et parfois leurs familles craignent que leurs capitaux économiques ne soient dévalués : c'est la peur du déclassement. D'autres enquêtés ont un avis contraire et affichent davantage de confiance en l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, quels que soient les résultats du scrutin référendaire.

« Comme j'ai toujours vécu en Province nord, je sais pas peut être que toi aussi tu as peut être ressenti ça, mais y'avais beaucoup moins de séparation entre les classes sociales, les ethnies, et cetera en Province Nord. Moi vraiment c'était un truc qui m'avait même pas traversé l'esprit avant d'arriver à Nouméa. Donc en soi j'appréhendais beaucoup moins le référendum grâce à ça parce que dans le Nord, à Pouembout j'avais vraiment ce sentiment de vivre ensemble » **Camille**.



Ces derniers, convaincus d'un possible vivre ensemble sur le long terme, ne changeront pas leurs projets s'ils souhaitent rentrer. La crainte des étudiants ayant indiqué redouter des affrontements entre les communautés se renforce avec les différents conflits sociaux et politiques qui ont marqué l'année 2020 : la revente de l'usine du Sud et la chute du gouvernement calédonien qui a suivi. Lucie redoute que les tensions politiques ou entre communautés donnent raison à ses connaissances qui ne rentreront pas s'installer sur le territoire.

« Mais j'adore la Nouvelle-Calédonie, je comptais faire mes études pour retourner y travailler y'a pas de soucis. Mais bon avec le contexte et les tensions qu'il peut y avoir, avec les divers problèmes, ouais ça fait peur en fait. On commence à réfléchir. A se remettre en question. Comment ça va évoluer, comment ça va se passer. Donc ouais, j'ai un peu peur en fait. »

Enfin, certains étudiants ont eu une expérience très positive de la migration. Leur pays d'études dispose d'un climat politique et social plus paisible, à l'opposé de leurs expériences et représentations de la Nouvelle-Calédonie. Pour eux, s'installer à l'étranger offre un cadre de vie plus serein.

« Je me rends compte que la Nouvelle-Calédonie c'est un pays magnifique, mais que je préférerais y venir en vacances seulement. Au final je me suis rendu compte que c'était un pays qui, sur certains points, manquait de maturité. Je trouvais que c'était dommage et je m'en suis rendu compte depuis les premiers votes là. (...) Au Canada et au Québec c'est beaucoup plus ouvert d'esprit, les gens sont en intelligence émotionnelle un peu plus avancée (...) c'est un pays où socialement il fait bon vivre. T'as la sécurité de l'emploi, le climat social il est moins tendu, les gens sont prêts à s'aider... » **Scott**

5.3 LOGIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Certains pensent qu'ils devront choisir entre une carrière de chercheur ou vivre en Nouvelle-Calédonie tant le nombre de postes semble faible. Il apparaît que les enquêtés qui atteindront un haut niveau de qualification ont peu de visibilité sur le marché du travail calédonien.

Avoir une thèse financée par une collectivité de Nouvelle-Calédonie n'implique pas toujours de devoir y réaliser sa carrière professionnelle. Cependant, choisir un sujet de thèse qui « a un intérêt » pour la Nouvelle-Calédonie n'est pas toujours possible pour les doctorants calédoniens hors territoire. Lauriane a étudié le droit en métropole, elle a souhaité ensuite réaliser une thèse sur le droit de la Nouvelle-Calédonie. Malheureusement, aucun chercheur de sa spécialité à l'UNC n'accepte de diriger les travaux.

Lauriane : « Ah oui oui, c'est pour ça que je disais qu'il faut que toutes les planètes soient alignées pour moi parce qu'à un moment euh, il va falloir faire un sacrifice, soit ça sera le lieu où je veux vivre soit de la carrière. Et s'il y a un sacrifice à faire, ça sera la carrière pour de bon. »

Enquêteur : D'accord, ok intéressant.

Lauriane : C'est pour ça que je disais il faut le CNU, (ensuite) alors je pourrais faire un ou deux ans en France, mais franchement après 4/5 ans je vais péter un câble... Il me faudrait le CNU, un poste en Calédonie, un recrutement en Calédonie. Ça commence à faire beaucoup, mais qui sait ? Des fois ça arrive. »



Pour la majorité des doctorants interrogés, inscrits dans des domaines variés, s'installer en Nouvelle-Calédonie après sa thèse implique de renoncer à une carrière universitaire, de se réorienter professionnellement. Ainsi, pendant l'entretien, Alison a annoncé vouloir s'installer en Australie, elle ne veut pas rester vivre en France métropolitaine. Plus tard elle explique que c'est parce qu'elle ne sait pas où il est possible de travailler dans son domaine en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique.

RECOMMANDATIONS.

Cette première approche **des migrations des retours et des non-retours soulève de nouveaux questionnements sur les logiques sociales de l'insertion professionnelle en Nouvelle-Calédonie.**

Une étude sur le devenir des diplômés calédoniens hors territoire rendrait possible la compréhension des mécanismes qui encouragent ou empêchent l'insertion professionnelle en Nouvelle-Calédonie. Cette démarche permettrait aussi d'évaluer le nombre des diplômés calédoniens, de connaître les diplômes qu'ils ont obtenus et les compétences acquises. Il serait nécessaire d'enquêter en parallèle auprès des employeurs calédoniens pour connaître les besoins de force de travail et de qualifications. Grâce aux informations recueillies, les futurs diplômés pourraient alors préparer leur insertion sur le marché de l'emploi calédonien avant la fin de leurs études.

Cette anticipation pourrait se faire grâce à la plateforme numérique de la MNC. Les diplômés pourraient y renseigner leurs qualifications, compétences et expériences. Parallèlement les employeurs seraient invités à investir l'espace qui leur est dédié sur la plateforme en y postant les offres d'emplois à pourvoir. Pour éviter les effets contradictoires des rôles sociaux dont les étudiants se sentent investis, il semble important de désacraliser la réussite et de la même manière, de dédramatiser l'échec en études supérieures. Il serait pertinent de contacter les familles en cas d'échec scolaire et de les sensibiliser à la pression que ressentent certains étudiants. Les familles pourraient alors rassurer les étudiants et les retours en Nouvelle-Calédonie seraient envisagés de manière plus sereine.

Enfin il semble nécessaire de dynamiser les recherches menées par les doctorants calédoniens hors territoire. Pour cela il serait intéressant de créer un séminaire commun aux doctorants calédoniens installés en Nouvelle-Calédonie et ceux de métropole ou à l'étranger. Cet événement permettrait de recenser les doctorants calédoniens, ensuite la présentation des travaux en cours et les échanges qui suivraient permettraient de valoriser la recherche et de partager les informations sur les débouchés professionnels à haut niveau de qualification.



VI | SYNTHÈSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS

Les travaux réalisés ainsi que l'analyse des données, permettent de **formuler 6 constats majeurs et 20 recommandations opérationnelles**. Ils méritent d'être éclairés par les données synthétisées dans le présent document et ne peuvent que servir de base d'échanges dans le cadre d'éventuels ajustements à venir.

THEME	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
DU BAC A LA PRÉPARATION AU DÉPART	Il n'y a pas de suivi quantitatif et qualitatif des étudiants hors territoire	Réaliser une enquête de suivi (fin de cursus) Réaliser une enquête sur le devenir des diplômés
	Les déterminismes sociaux structurent les parcours d'études supérieures	Faciliter l'accès aux études supérieures pour les lycéens technologiques et professionnels Sensibiliser à l'importance de l'insertion professionnelle Demander aux étudiants de justifier l'intérêt de leur cursus pour le territoire Améliorer la préparation au départ
LES CONDITIONS DE VIE	L'appartenance sociale fait varier les conditions de vie des étudiants	Améliorer la préparation aux démarches administratives S'assurer que tous les stages soient réalisés Accompagner dans la réorientation
	Les conditions de vie impactent les parcours	Sensibiliser à la question du logement, accompagner si besoin Augmenter les montants de BES (Bourse Enseignement Supérieur) pour les étudiants qui en ont le plus besoin Améliorer le suivi et l'accompagnement aux démarches administratives Identifier et soutenir les étudiants en difficultés sociale/morale/mentale
	L'accompagnement des étudiants n'est pas exhaustif	Inclure les non-boursiers dans les conventions avec la MC (Accompagnement pour tous) Renforcer les liens entre la MNC et les associations calédoniennes
LA QUESTION DU RETOUR	Les migrations de retour en Nouvelle-Calédonie sont structurées par l'emploi et les rôles sociaux des étudiants	Comprendre les logiques sociales de l'insertion professionnelle en NC et hors territoire Encourager la poursuite d'études en thèse Entamer un rapprochement entre doctorants de NC et hors territoire Organiser des espaces de discussion sur l'avenir du territoire Désacraliser la réussite, dédramatiser l'échec

REMERCIEMENTS

La province Nord et son prestataire remercient très sincèrement :

Les différents contributeurs et acteurs de la vie étudiante calédonienne qui ont participé et partagé leurs expériences et réflexions,

Tout particulièrement les étudiants calédoniens qui, nombreux, ont accepté de répondre au questionnaire et ont permis de réunir des données statistiques fiables pour l'enquête,

Très chaleureusement et avec une pensée particulière, la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris, sans qui le déploiement à si grande échelle du questionnaire n'aurait pu se faire.

Soyez sûrs que les éléments recueillis trouveront écho dans les différents espaces consacrés à la vie étudiante calédonienne.

MERCI ;Ole Heti ;Ei ;OLe Pwalu ;Oleti ;Oleeti ;Orengo ;Meeeci ;Malo te ofa ;
Matur nuwun ;Mauruuru





ANNEXE 1 LISTE DES SIGLES

- ACESTE** : Association Calédonienne d'Enseignement Scientifique Technique et Economique
- APB** : Admission Post Bac
- APL** : Aides Personnalisées au Logement
- BES** : Bourses d'Études Supérieures (octroyées par les collectivités provinciales)
- BTS** : Brevet de Technicien Supérieur
- CAFAT** : Caisse des Allocations Familiales et des Accidents du Travail
- CAF** : Caisse des Allocations Familiales
- CIO** : Centre d'Information et d'Orientation
- CIUP** : Cité Internationale Universitaire de Paris
- CNAM** : Conservatoire National des Arts et Métiers
- CNOUS** : Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires
- CNU** : Conseil National des Universités
- CPAM** : Caisse Primaire d'Assurances Maladie
- CPGE** : Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles
- CROUS** : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires
- DAFE** : Direction du service d'état de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement
- DUT** : Diplôme Universitaire Technologique
- ES** : Economique et Social
- IDCNC** : Institut pour le Développement des Compétences en Nouvelle-Calédonie
- IELTS** : International English Language Testing System
- L** : Littéraire
- LAS** : Licence d'Accès Santé
- LCCM** : La Case Calédonienne de Montpellier
- LCO** : Langues et Cultures Océaniques
- LLCER** : Langues, Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales
- LMDE** : La Mutuelle Des Etudiants
- MIJ** : Mission d'Insertion de la Jeunesse
- MNC** : Maison de la Nouvelle-Calédonie
- ORE** (loi) : Orientation et Réussite
- PASS** : Parcours d'Accès Spécifique Santé
- S** : Scientifique
- SEF** : Services Etudiants Formations (de la MNC) VKP : Voh-Koné-Pouembout
- STMG** : Sciences et Technologies du Management et de la Gestion
- STS** : Section de Technicien Supérieur. Les étudiants sont inscrits en STS (et non en BTS) pour obtenir un BTS
- UNC** : Université de la Nouvelle-Calédonie

ANNEXE 2 PROFILS ÉTUDIANTS

PROFIL DE L'ÉTUDIANT DE LA PROVINCE NORD

Le profil de l'étudiant de la Province nord s'appuie sur les réponses au questionnaire des étudiants domiciliés en Province nord avant leur départ de Nouvelle-Calédonie pour leurs études. C'est le cas de 86 étudiants parmi les 553 répondants au questionnaire, soit 15,6% de l'échantillon. Ce petit effectif ne permet pas d'établir des résultats statistiquement suffisamment solides, **seulement de déduire des tendances.**



Ce profil n'est en effet que rarement issu du croisement de toutes les variables* du questionnaire.

Il faut donc être très prudent quant aux résultats suivants qui reposent sur des bases scientifiques fragiles et ne permettent pas de déduire de généralités.

L'étudiant du Nord est la plupart du temps de sexe féminin, anciennement domicilié dans la zone VKP. Elle aurait été scolarisée au lycée Michel Rocard, aurait obtenu un baccalauréat général sans mention. Ses deux parents sont natifs de Nouvelle-Calédonie, elle a le sentiment d'appartenir à la communauté kanak et serait d'origine sociale moyenne ou défavorisée.

Les pères des étudiants de la Province nord sont moins souvent en emploi et plus souvent ouvriers, ils sont principalement titulaires d'un diplôme professionnel ou de niveau bac. Les mères des étudiants du Nord sont plus souvent en activité que les autres au foyer mais, quand elles sont en emploi, elles appartiennent à la catégorie socioprofessionnelle des « professions intermédiaires ».

L'étudiante du Nord aurait 23 ans au moment de l'enquête et serait partie de Nouvelle-Calédonie pour ses études en 2019. Elle serait inscrite au niveau bac+3 pour l'année scolaire 2020-2021. Elle serait étudiante en sciences humaines, dans un établissement supérieur public à Montpellier. Elle serait boursière du CROUS, et aurait une chance sur deux d'être titulaire des bourses d'études octroyées par la province Nord. Elle serait plutôt satisfaite de son état de santé, aurait un budget allant de 600 euros à 800 euros et dépenserait également entre 600 et 800 euros. Elle n'envisagerait pas de faire des études à l'étranger et ne serait pas membre d'une association.

Cette étudiante souhaiterait atteindre le niveau bac + 5 et pense pouvoir trouver un emploi plutôt facilement en métropole comme en Nouvelle-Calédonie. C'est l'acquisition d'un statut professionnel valorisant qui déterminerait son lieu d'installation et elle souhaiterait rentrer s'installer en Nouvelle-Calédonie tout de suite après ses études.

**Les variables croisées non prises en compte pour trouver un répondant correspondant au profil sont : le groupe professionnel des parents et leurs niveaux de diplôme, le lycée fréquenté, la mention au baccalauréat, l'âge au moment de la diffusion du questionnaire, l'année de départ de Nouvelle-Calédonie, la ville d'études hors territoire, les catégories de revenus et de dépenses, les projections sur le marché du travail calédonien, les déterminants du lieu d'installation après les études. En prenant en compte ces variables, aucun répondant originaire de Province Nord ne correspondrait à ce profil.*

ANNEXE 3 LES ÉTUDIANTS CALEDONIENS A L'ETRANGER

L'enquête auprès des étudiants calédoniens inscrits à l'étranger avait des ambitions exploratoires. L'objectif a été de cerner quelques spécificités dans les parcours des Calédoniens inscrits dans le supérieur en Australie, en Nouvelle-Zélande ou au Canada.

En 2010, Élie Poigoune disposait des données de l'IDCNC qui indiquaient qu'un étudiant hors territoire sur dix était inscrit à l'étranger. Ainsi, 3,7 % des étudiants hors territoire étudiaient en Australie, 0,7% en Nouvelle-Zélande, 6,2% au Canada 1% dans d'autres pays.

Aujourd'hui, l'IDCNC n'existe plus et aucune donnée chiffrée sur cette sous-population n'a pu être recueillie. Les ambassades françaises ne savent pas combien de Calédoniens étudient dans ces pays, car ces derniers sont assimilés à tous les ressortissants français. Seuls les services de l'immigration pourraient communiquer des informations globales, mais la durée de l'enquête n'a pas permis d'accomplir cette démarche. En revanche, les entretiens menés avec certains des étudiants dans ces trois pays ont permis de recueillir quelques informations sur les études à l'étranger. Les étudiants interrogés ont déclaré n'avoir jamais été contactés par une institution ou collectivité calédonienne, « on dirait qu'on n'existe pas » raconte Antoine. La plupart d'entre eux sont issus d'un milieu très favorisé. Certains enquêtés avaient des pratiques de voyages régulières avant les études supérieures, ce qui laisse penser que leurs parents ont des rémunérations élevées. Par exemple, Elen voyageait tous les étés en Nouvelle-Zélande pendant son adolescence.



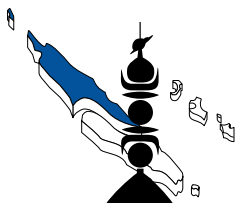
Ensuite, les frais d'inscription dans certaines formations sont très élevés : l'université qu'a fréquenté Antoine a coûté 22 000 \$ par an soit, 1 625 000 francs pacifique, 13 500 euros environ. Scott, qui a étudié au Canada, a bénéficié d'un financement de ses études par la Nouvelle-Calédonie, il est néanmoins issu d'un milieu social plutôt favorisé.

Pour étudier dans un pays anglophone, il est nécessaire d'avoir un bon niveau d'anglais. Avoir voyagé et réalisé des séjours linguistiques facilite l'acquisition de cette compétence. Avant de pouvoir s'inscrire, les établissements d'enseignement supérieur exigent une note minimum à l'IELTS (International English Language Testing System) afin de vérifier que les étudiants étrangers comprendront les cours. Évidemment, intégrer certains cursus nécessite aussi d'avoir obtenu des résultats satisfaisants au baccalauréat ainsi qu'une « bonne » moyenne générale en terminale.

Il est possible de supposer que sur l'ensemble, les étudiants calédoniens à l'étranger ont de meilleurs parcours scolaires secondaires que les étudiants calédoniens en métropole (dont la répartition des types de baccalauréats est déjà meilleure qu'une génération de Calédoniens). En effet, les Calédoniens qui n'ont pas un assez bon niveau d'anglais ne peuvent pas envisager des études chez les voisins anglophones.

Par ailleurs, étudier à l'étranger nécessite de faire une demande de Visa. Cette démarche est importante, car une erreur dans la demande peut compromettre le projet d'études à l'étranger. Antoine a réalisé seul les démarches en ligne, ce qui nécessite une maîtrise de l'anglais et des tâches administratives. Elen a bénéficié du capital social familial : des amis de la famille possèdent une compagnie à Auckland qui réalise les demandes de Visa pour les étudiants français qui souhaitent étudier en Nouvelle-Zélande.





PROVINCE NORD

CEPRODEV

Cellule Prospective et Développement

+687 **42 32 50**

communication@province-nord.nc

PROVINCE NORD

BP 41 - 98860 Kone

NOUVELLE-CALÉDONIE